L'unité

N°22 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 23 juin 1972



CHILI : LE DEUXIEME ROUND

P.s.-P.c. : Les trois dernières questions / Le train de 6H37 / L'Angélus sonnera-t-il le glas de Barbizon ? / Syndicats : La relance

collection

Sommaire

3 Socialistes-communistes : Les trois dernières questions

5 A contre-pied

6 Grèves : La relance Riposte dans le Bocage

7 Enseignement : On demande maîtres musclés, ténors légers

8 Majorité : L'U.d.r. fait le gros dos

9 Gaullisme : Le train de 6 h 37

10 Pétrole : L'Irak reprend son robinet

12 Chili : Le deuxième round

13 Environnement : Tartuffe à Stockholm

14 Immobilier : L'Angélus sonnera-t-il le glas de Barbizon ?

16 O.r.t.f. : L'U.d.r.t.f. ou « France-Dimanche » télévisé

17 Le livre de la semaine : Qui sont les O.s. ?

18 Idées : L'ange et la bête Télévision : Au risque de vous plaire

19 Spectacles : Le Marais bouillonne Jésus-fric supercrack

20 Document : Le socialisme sans patries

23 Cadeau : Offre exceptionnelle à nos abonnés

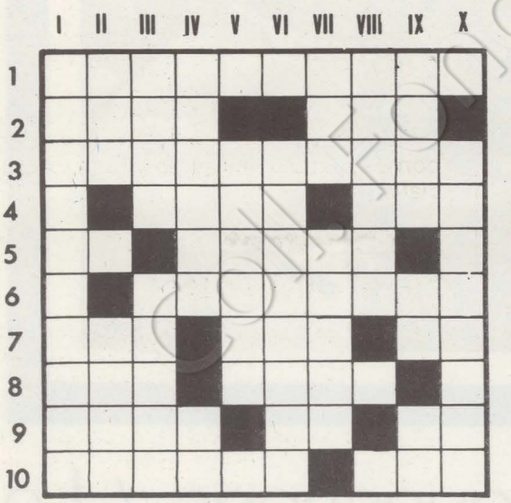
24 Ma part de vérité : Changer la vie, maintenant ! parFrançoisMitterrand

En page 1 : le président Salvador Allende.

PHOTOS et DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (page 16) Gamma (pages 1, 11) Guéna (pages 3, 20) Elie Kagan (page 13) Keystone (pages 10, 14) André Perlstein (page 14,19),Roger-Viollet(page21),Sabadel (pages 6, 7, 15) Teich (page 5) Vasco (pages 12, 18).

Mots croisés



PROBLEME N° 22

HORIZONTALEMENT :

1. Nobles, ils sont bons. - 2. Heureusement, il tomba sur un bec. Patrie d'Abraham. - 3. Initiative malheureuse de Pompidou. - 4. En Tunisie. Adverbe. - 5. Difficulté. Affable. - 6. Concerne une partie importante de l'individu. - 7. Préfixe. C'est, dans un sens, une bonne pomme. Il a toujours bonne mine. - 8. Question parfois pertinente. C'est non, chez Brandt. - 9. Corbeille à papiers. En ruines. Lettres de crédit. - 10. Ota l'eau. Grande ouverture.

EN DIAGONALE :

Dénote l'autosatisfaction.

VERTICALEMENT :

1. Méchamment ironique. - 2. Obtenue. Certains. - 3. Navires à voiles. Les faire peut entraîner un rhume. - 4. Papilionacée. Directions. - 5. Son écrasement entraîna un vieil homme à une attitude peu conforme à la normale. - 6. Agaça. - 7. Laissa planer une ambiguïté, car il avait un drôle de genre. D'une simplicité déconcertante. - 8. Etat qu'évite d'avoir recours à un teinturier. - 9. Bidule. Vieille lettre. Démonstratif. - 10. Essayez de porter cette plainte au commissariat.

SOLUTION DU N° 21

HORIZONTALEMENT : 1. Poussières. - 2. Rus. Minute (de notaire). - 3. Otite. Ciel. - 4. Finition. - 5. Elégances. - 6. Renchéri. - 7. Spa. Ale. - 8. Eu. Ban. - 9. Ursidés. IE. - 10. Réalisable.

VERTICALEMENT : 1. Professeur. - 2. Outil. Pure. - 3. Usinera. SA. - 4. Tige. Fil. - 5. Smetana (« La Fiancée Vendue »). DI (LunDI, MarDI...). - 6. II (2). Inclues. - 7. Encoche. Sa. - 8. Ruinée. - 9. Eté. SR. Ail. - 10. Sels. Innée.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

© Fondation Jean Jaurès

Les trois dernières questions

Commencée lundi avec une réunion du Comité central du Parti communiste, achevée ce samedi avec celle du Comité directeur du Parti socialiste, cette semaine a été dominée, à gauche, par la rencontre « au sommet » des délégations conduites par Georges Marchais et François Mitterrand. C'est donc la phase finale d'un processus dont l'aboutissement est d'ores et déjà fixé au dimanche 9 juillet, date à laquelle les instances nationales des deux partis auront à se prononcer sur le résultat des négociations.

Pierre Joxe, secrétaire national du Parti socialiste, qui a participé à l'ensemble de ces négociations, fait ici le point sur l'élaboration d'un programme commun.

La question de l'autogestion paraissait la plus difficile à surmonter. On aurait pu s'attendre à voir les négociations entre le Parti communiste et le Parti socialiste se heurter au problème dit de « l'alternance » — retour de la gauche dans l'opposition en cas de défaite électorale. On pouvait penser difficilement conciliables les positions des deux partis sur le Moyen-Orient... Pas du tout. Cela s'est passé bien autrement.

C'est finalement ce jeudi 22 juin, Cité Malesherbes, que les trois principales difficultés soulevées par l'élaboration d'un programme commun de gouvernement entre le Parti socialiste et le Parti communiste auront été abordées. Leur solution pourrait ouvrir la voie au nécessaire élargissement de l'union de la gauche, pour laquelle nous luttons avec François Mitterrand depuis plusieurs années. Quels sont ces trois problèmes ?

Il s'agit du contrat de législature, que le Parti socialiste prévoit pourtant, comme le Parti communiste ; des nationalisations, sur lesquelles le programme du Parti socialiste est très précis ; de l'Europe des Dix, que personne ne remet en cause, mais que chacun entend socialiser et démocratiser.

Comment en est-on arrivé là ?

Le groupe de travail désigné il y a déjà plusieurs semaines pour préparer un projet de texte s'est divisé en quatre petites commissions spécialisées correspondant presque exactement aux quatre principales parties du programme du Parti socialiste : économie, institutions, problèmes sociaux (« Changer la vie »), politique étrangère.



Georges Marchais et François Mitterrand.

Très vite, ces commissions, qui ont tenu des séances de travail de plus en plus nombreuses, sont parvenues à cerner les principales divergences tout en avançant dans la rédaction des nombreux points d'accord.

En politique étrangère, par exemple, le texte commun sur le Proche-Orient fut l'un des premiers prêts. Début prometteur.

Sur la démocratie politique, la principale divergence qui était apparue lors des discussions entre le Parti communiste et le Parti socialiste qui avaient abouti au fameux « bilan » de 1970 ne doit plus soulever de problème : l'adoption par le Parti socialiste de la représentation proportionnelle pour les élections législatives supprime la difficulté rencontrée il y a deux ans. Le Parti communiste, en effet, liait l'une à l'autre la reconnaissance de l'alternance au pouvoir et l'institution de la proportionnelle, seule susceptible, d'après lui, d'assurer une juste expression du « verdict populaire ». Obstacle levé.

Un large accord paraît acquis, d'autre part, sur les principes relatifs à la démocratie économique. Certes, les références à des « expériences d'autogestion » soulèvent des problèmes idéologiques sur lesquels le Parti communiste a des positions différentes de celles des socialistes ; mais un programme de gouvernement n'est pas une charte idéologique. S'il y a un accord sur les mesures concernant l'élargissement des pouvoirs des travailleurs dans certaines entreprises publiques, ce n'est pas la divergence d'appréciation sur un mot qui pourra s'opposer à la conclusion d'un accord de gouvernement. On ne gouverne pas avec des mots.

D'une façon générale, qu'il s'agisse des salaires et des conditions de travail, mais aussi de l'éducation, de la santé et du logement, qu'il s'agisse des libertés démocratiques et des institutions, mais aussi de la politique économique et de l'action internationale, il est juste de dire qu'un travail approfondi a permis de rapprocher de nombreux points de vue et de trouver des solutions satisfaisantes pour les deux partis.

Restent ces trois fameuses questions. Que reflètent-elles ?

Disons-le d'emblée : ces trois questions sont trois sujets de discussion à travers toute la gauche française, comme elles l'ont été au sein du Parti socialiste lui-même. Contrat de législature ? Nationalisations ? Europe ? Ne retrouvons-nous pas ici trois des grands débats de la Convention de Suresnes ?

Comment s'étonner, dès lors, qu'à l'issue d'une longue discussion entre les représentants des deux grands partis de la gauche française, ces problèmes se trouvent posés ? On s'étonnerait plutôt qu'ils ne le soient pas. On s'étonnerait surtout qu'ils ne soient pas finalement résolus.

Comme le débat à l'intérieur de la gauche devra continuer à ce sujet, il est bon de rappeler ici les positions des socialistes.

Le contrat de législature

La définition du contrat de législature ne pose pas de problème : c'est un accord passé entre la majorité et le gouvernement qui en est l'émanation ; c'est le programme qui doit être réalisé pendant la législature. La responsabilité de la majorité, c'est de consentir au gouvernement les moyens nécessaires ; la responsabilité du gouvernement, c'est de déterminer le rythme et les modalités d'exécution du programme. Il se peut — et c'est là le propre de tout régime parlementaire — qu'il y ait à un moment ou à un autre un désaccord partiel entre certains éléments de la majorité et le gouvernement. Si la majorité est faible, si la difficulté tourne à la crise, si la droite sait l'exploiter, cela risque d'aboutir à la chute du gouvernement. Cela veut-il

→

→

dire pour autant que l'expérience de gauche et les espoirs qu'elle aura fait naître sont condamnés ? Et qu'il faut risquer de rendre le pouvoir à la droite, en provoquant à la première difficulté des élections dans une atmosphère de crise, dans les plus mauvaises conditions ? Les socialistes ne le pensent pas. Ils ne pensent pas que le président Allende aurait dû, la semaine dernière, laisser éclater l'Unité populaire *(Voir notre article en page 12)*. C'est pour cela qu'ils veulent conserver la possibilité de mettre en place un nouveau gouvernement qui, tenant compte des difficultés rencontrées, puisse reprendre, poursuivre et développer l'expérience d'un gouvernement d'union de la gauche.

Cela veut-il dire pour autant qu'ils se donnent la possibilité de se retourner vers la droite et de gouverner avec elle ? Il est évident que le Parti d'Epinay ne le veut pas.

Il est aussi évident que la garantie véritable ne peut être fournie par des textes constitutionnels toujours soumis à des interprétations contradictoires ou tendancieuses. La garantie est politique : elle est dans le programme, elle est dans la motion d'Epinay excluant toute stratégie de troisième force.

Cela voudrait-il dire alors que les socialistes craignent le verdict populaire ? Il est évident que non : ils ne le craignent pas, ils le demandent lorsqu'ils disent que, si le nouveau gouvernement n'obtient pas la confiance de l'Assemblée, il faudra retourner devant le peuple. Mais, auparavant, il faudra que la preuve soit faite d'une rupture politique définitive et non accidentelle de la majorité de gauche. Tel est le sens des dispositions du programme socialiste.

Le seuil des nationalisations

Pour mener à bien sa politique, un gouvernement de la gauche devra maîtriser l'économie nationale. Il devra s'assurer le contrôle de larges secteurs de la production. Il devra nationaliser certaines entreprises ayant une importance vitale. Ces nationalisations doivent atteindre un seuil minimum. C'est ce que disent les socialistes.

Mais comment le gouvernement pourrait-il à l'avance limiter son action en disant : voilà ce que je vais nationaliser, sans en fixer ni le rythme ni les motifs ? Comment pourrait-il alors justifier la nécessité dans laquelle il peut se trouver, deux ou trois ans après son arrivée au pouvoir, de nationaliser telle ou telle entreprise supplémentaire, parce qu'un regroupement, une fusion, l'évolution de la situation économique interne ou internationale aurait rendu la mesure justifiée et indispensable ?

C'est pour cela que les socialistes ne devaient pas s'enfermer a priori dans une liste artificielle et limitative. Il paraît préférable de partir, comme cela a été fait dans le programme, d'un objectif — « maîtriser l'économie » — et de critères précis. Ces critères existent dans le programme du Parti socialiste : la nature de l'activité (banques, richesses du sous-sol), des débouchés (entreprises qui ne vivent que des fonds publics), du marché (monopoles, secteurs de pointe), etc. C'est l'application de ces critères qui permettra au gouvernement, au cours de sa marche en avant, de s'assurer le contrôle de telle ou telle entreprise qui apparaîtrait, au moment donné, comme devant être nationalisée ; c'est cette démarche qui peut assurer le contrôle réel de l'économie, plus que l'application mécanique d'une « liste noire » établie à l'avance.

La politique étrangère

La commission politique étrangère, contrairement à ce qu'auraient pu redouter des esprits pessimistes — ou mal informés — est une de celles où s'est le plus manifesté le chemin parcouru par les deux partis dans la voie d'une vision réaliste et nouvelle du rôle d'une France socialiste dans le monde. Un accord général s'est exprimé et matérialisé par des textes sur plusieurs principes fondamentaux : recherche de la paix par le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats ; mesures à prendre en matière de désarmement et de Défense nationale ; conférence de sécurité et de coopération européenne ; règlement pacifique des conflits ; action pour libérer la Communauté économique européenne de la domination du capitalisme ; politique de coopération et d'aide au développement. De larges et profonds accords se manifestent dans tous ces domaines d'importance.

Cependant, des divergences auront subsisté jusqu'à l'ultime discussion. Certaines concernent surtout des modalités d'application : force de frappe, reconnaissance de la R.d.a., par exemple. Une seule aura reflété jusqu'au bout un véritable désaccord : le Parti socialiste prévoit des délégations de compétences aux autorités du Marché commun. Le Parti communiste considère que cela risque de porter atteinte à la souveraineté nationale.

Quand on pense aux profondes transformations que, d'un commun accord, socialistes et communistes entendent apporter aux structures de la C.e.e., quand on examine les conséquences de l'élargissement de cette Communauté, quand on songe aux perspectives nouvelles ouvertes à une coopération européenne élargie par la prochaine conférence paneuropéenne, qui peut croire que l'avenir de la France — c'est-à-dire l'union de la gauche — soit suspendu à cet aspect là du Traité de Rome ?

Europe et indépendance nationale, contrat de législature et souveraineté populaire, programme des nationalisations et expropriation des monopoles : trois problèmes se rattachant à trois principes fondamentaux. Trois sujets de discussion. Trois terrains pour la recherche d'une entente et non pas prétextes à rupture.

PIERRE JOXE

A Marseille, les 1er et 2 juillet

Rendez-vous des élus socialistes

L'Assemblée générale, qui doit être le tétionale des élus socialistes et républicains aura lieu les 1er et 2 juillet, à Marseille (Palais des Congrès, Parc Chanot). En voici le programme :

Samedi : ouverture du Congrès par Gaston Defferre, député-maire de Marseille et Maurice Pic, sénateur-maire de Montélimar.

Mise en place de la Fédération des Elus, par Pierre Mauroy.

Rapports de Louis Mermaz, maire de Vienne, et Robert Pontillon, maire de Suresnes.

Projection audio-visuelle sur les réalisations municipales de Marseille. Exposition commentée sur les grands travaux d'urbanisme au Palais des Congrès. Promenade en mer : rade de Marseille et Frioul ou visite du barrage de Vallon Dol.

L'Assemblée générale qui doit être le témoignage de l'implantation socialiste dans tous les départements français, s'achèvera dimanche par l'élection des organismes centraux de la Fédération nationale des Elus.

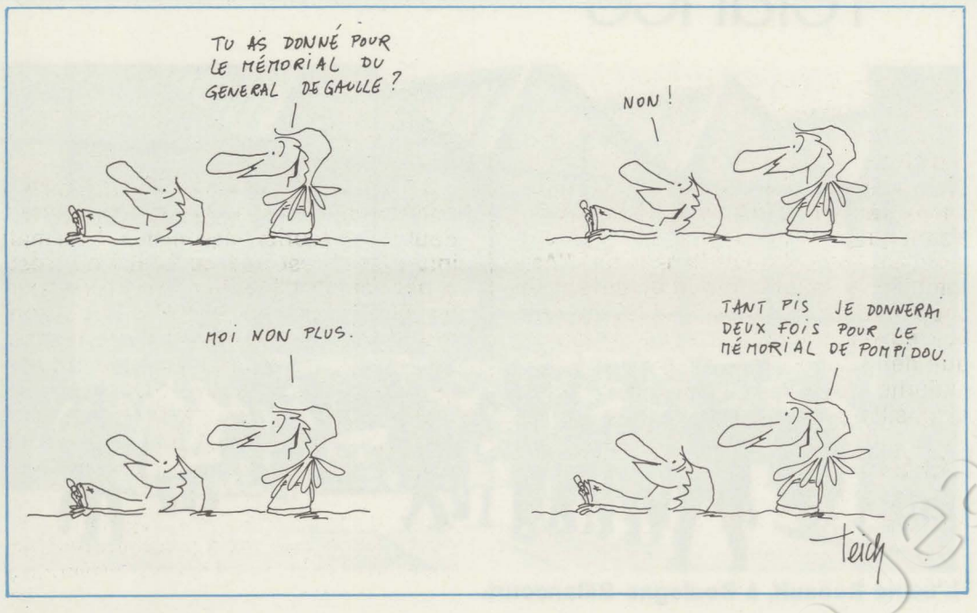
Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à la

FEDERATION NATIONALE DES ELUS SOCIALISTES

50, rue de Rivoli, PARIS 4e

Tél. : ARC. 49.12.

A contre-pied



Fos, 1972

Fos, juin 1972. C'est la décomposition, le scandale des loyers, la spéculation. C'est l'interrogation sur les « retombées économiques » sur la région marseillaise, une tension accrue sur le marché du travail. C'est aussi la destruction d'un site incomparable, la mort de l'étang de Berre.

Alain Bonnier, l'envoyé spécial de « l'Unité », a pu mesurer l'incohérence des stratégies gouvernementales, la mainmise des monopoles sur la région, les liens entre leur volonté et les décisions officielles.

La semaine prochaine, « l'Unité » publiera, en même temps que son reportage, un article de Gaston Defferre dénonçant les pratiques du Pouvoir à l'égard des collectivités locales.

Remontée en Dordogne

La Dordogne est un de ces départements à forte tradition de gauche où la vague U.d.r. de 1968 avait tout submergé : quatre députés de la majorité sur quatre. Mais le reflux se fait sentir. A Bergerac, le maire socialiste Louis Pimont est bien placé pour reprendre son siège au recteur Capelle, qu'il a déjà nettement battu l'an dernier aux municipales. Les circonscriptions de Sarlat et de Nontron, qui furent celles de Robert Lacoste et de Georges Bonnet, tous deux battus en 1968, doivent normalement être reprises par la gauche.

L'U.d.r. n'est en fait installée qu'à Périgueux où le maire, l'ancien ministre Yves Guena, a enfin réussi à se débarrasser de son ex-suppléant giscardien Claude Guichard, qui avait refusé de lui rendre son siège en 1969 et qui chercherait maintenant une nouvelle circonscription dans les Landes.

En attendant robot

Quai Kennedy, dans la Maison de l'O.r.t.f., les pronostics et les paris vont bon train : qui sera le P.d.g. de l'Office, nommé pour trois ans ? Après le portrait-robot qu'en a tracé Edgar Faure à la télévision, le nom de Paul Delouvrier a perdu beaucoup de points à la cote.

Georges Pompidou, la semaine dernière, a laissé tomber une petite phrase : « J'ai une petite idée qui risque de faire sensation. » Nouvelle crise de perplexité dans les couloirs de l'O.r.t.f., où l'on parle de Jacques Sallebert, l'actuel directeur de la radio, très en cour à l'Elysée. En tout cas, Edgar Faure, mercredi 14, a déjeuné discrètement avec lui.

La viande ne s'attendrit pas

Grâce à trois semaines de grève chez Maillard et Duclos, à Lyon, les ouvriers du bâtiment — dont plus des trois quarts d'immigrés — ont obtenu une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de vie. Un reportage du « Monde » ayant relevé qu'un chef d'équipe y disait, parlant des manœuvres : « Amenez la viande ! », la direction précise qu'il s'agit d'« un vocabulaire devenu usuel sur tous les chantiers et dans lequel il ne faut pas voir l'expression d'un mépris ou d'un racisme ».

Il faut y voir quoi, alors ?

Accent auvergnat

Lundi, « la Nation », parlant des politiciens, ajoutait : « Charles de Gaulle prononçait assez souvent ce mot avec l'accent auvergnat. »

On se demande à qui de Gaulle pensait. Et pourquoi c'est le quotidien de l'U.d.r. qui rapporte ce propos.

Que ne sommes-nous chevaux ...

L'Alma mater est une nourrice bien négligente. Dans son bulletin, le Conseil de parents d'élèves d'une école parisienne décrit le lot habituel des repas de midi dans le préau — repas à peine tièdes, qualité irrégulière — et ajoute : « Comme dans toutes les écoles maternelles qui ne possèdent pas de véritable cantine, les enfants se servent d'une grande cuiller pour tout couvert. Ils ont en effet si peu de place que l'emploi d'une fourchette et d'un couteau serait dangereux. »

Car l'Etat, s'il subventionne environ pour moitié les repas des lycéens, n'accorde rien au bénéfice des écoliers ; la Caisse des Ecoles, dont ce n'est pas le rôle, doit souvent prendre en charge les frais de personnel. Bref, l'étudiant paie son repas 1,85 F, le lycéen 2,80 et l'écolier parisien entre 3 et 4,75 F — car il n'y a pas de prix fixe : un enfant domicilié côté impair de sa rue paiera parfois 50 % de plus que celui du côté pair ! Quant aux internes, l'Education nationale leur consacre généreusement 3 à 4 F par jour, tout compris.« Cela, a noté le député socialiste André Lebon à l'Assemblée, alors que la Défense nationale consacre 4,50 F par jour pour nourrir un cheval du Cadre noir de Saumur ».

Une patiente étude ne nous a pas encore permis de découvrir où était abordée cette question dans le programme de la « nouvelle société ». On savait déjà qu'un silo à fusée avait droit à plus de crédits qu'une salle d'hôpital. On sait désormais qu'un écolier mérite moins d'investissements qu'un cheval de l'Armée française.

MENIPPE

La relance

Qu'est-ce qui fait le succès d'une journée d'action ? Celle de ce vendredi 23 juin, une fois de plus, pose le problème aux deux principales centrales syndicales. Laurent Salini a donné mardi, dans « l'Humanité », la réponse des communistes : une journée d'action est réussie quand elle permet, « en traduisant avec vigueur le mécontentement des salariés », de stimuler « la lutte revendicative ». A la C.f.d.t., on est d'un tout autre avis : « Une journée d'action n'est intéressante que si, le soir, des boîtes restent en grève », déclare Bernard Poirier, délégué central de la C.f.d.t. à Renault.

Ces divergences sur l'interprétation des résultats démontrent que les tactiques et les stratégies des deux centrales sont encore éloignées l'une de l'autre. Elles n'ont pas empêché, comme on le sait, qu'au terme d'une longue discussion, le 10 juin, Georges Séguy et Edmond Maire se mettent d'accord : au niveau confédéral, chacune des deux parties était prête à faire un bout de chemin vers l'autre.

« Nous n'avons pas la tête dure, nous déclarait lundi Albert Detraz, le « politique » de la C.f.d.t. Nous ne sommes pas, par principe, pour une forme d'action contre une autre forme d'action. Mais notre grande divergence avec la C.g.t. porte sur l'analyse du climat social : nous ne pensons pas que la journée d'action soit, actuellement, un moyen de faire avancer les choses. Nous avons toujours dit : qu'est-ce qu'il y aura de changé après le 7 juin ? Et nous ne voyons toujours pas la raison de faire une nouvelle journée. Mais lundi prochain se réunit la commission supérieure des conventions collectives, où on discutera du relèvement du Smic. Chaban-Delmas a fait plus ou moins une proposition de le relever à 1 000 francs, alors il faut en discuter et, pour cela, faire une certaine pression. Pour soutenir les négociateurs syndicaux le 26, nous avons voulu faire converger les manifestations et arrêts de travail le 23, sans que cela soit une journée nationale du type de celle du 7 juin. L'accord n'est donc pas un compromis, mais un accord de bonne volonté de part et d'autre pour que nous ne soyons pas divisés comme nous l'avons été le 7 juin. »



L'usine Renault, à Boulogne-Billancourt.

En théorie, l'unité d'action est bien repartie : les dirigeants confédéraux en ont tous senti la nécessité. Mais, à la base, on a entendu, dès qu'il a fallu passer aux accords de fait, quelques grincements. Dans certains secteurs, comme la chimie ou la S.n.c.f., les travailleurs ne sont pas arrivés à se décider pour des actions communes.

Dans certaines usines, comme celle du Joint français de Bezons, le souvenir de heurts répétés était trop difficile à oublier. L'usine du Joint français de la banlieue parisienne a la particularité d'être l'usine-mère du Joint français de Saint-Brieuc. Cela mis à part, c'est une

Riposte dans le Bocage

Le Maine-et-Loire, département de l'Ouest encore rural — avec une population active pour plus du quart occupée par l'agriculture — clérical et réactionnaire — les six députés sont U.d.r. — voit aujourd'hui la conscience de classe affleurer dans un monde ouvrier « adolescent », celui des petites entreprises qui ont essaimé dans les campagnes bien pensantes. Encore mal dégagés de la glaise du bocage, les salariés de ces petites unités de production subissent, bon gré, mal gré, un paternalisme à la sauce du XIXe siècle.

Ainsi, chez Eram, le principal producteur français de chaussures, cette prise de conscience de certains travailleurs s'est traduite par la mise sur pied d'une section C.f.d.t. Alors, le P.d.g. a eu recours à l'amputation pour préserver l'entreprise de la « gangrène » : 47 salariés — c'est-à-dire ceux qui s'expriment ! — licenciés sous prétexte de nécessités techniques dans l'une des unités de la firme, au Lion d'Angers. Aussitôt, une riposte intersyndicale, soutenue par les fédérations du P.s. et du P.c., rassemblait 3 000 travailleurs — estimation de « Ouest-France » — dans le bourg de Saint-Pierre-Montlimart, siège de l'entreprise Eram.

Est-ce à dire que le rapport des forces a changé, que la partie est en bonne voie d'être gagnée ? Certes non. Une contre-manifestation, provoquée deux jours après par la direction de l'entreprise Eram a rassemblé 4 000 personnes (« Ouest-France »). Si l'intimidation a joué, entre autres par le biais d'un tract émanant d'un comité de soutien intérieur à l'entreprise — où chacun était invité à apposer son nom en vue de la contre-manifestation... — il est indéniable qu'un certain nombre de travailleurs sont encore prisonniers d'une éducation et d'un esprit de servitude.

Il reste à la gauche, il reste aux socialistes à faire prendre conscience aux travailleurs de l'exploitation qu'ils subissent pour le plus grand profit du patronat, et à donner une dimension politique d'ensemble à la lutte pour la démocratie dans l'entreprise.

J.-P. B.

usine comme tant d'autres. Avec ses 1 550 salariés, dont 60 % sont des travailleurs immigrés, elle est située dans un secteur fortement influencé par le P.c. : entre les municipalités communistes de Bezons et d'Argenteuil. A l'intérieur de l'usine, la C.g.t. détient la majorité : 81 % chez les ouvriers, 60 % dans la maîtrise, d'après les dernières élections des délégués du personnel en septembre.

Entre la C.g.t. et la C.f.d.t., les rapports n'y sont pas excellents, loin de là. « Nous avons, par exemple, un accord avec la C.g.t. à un moment précis, pour un point bien précis, et nous n'en sortons pas, déclare Gaëtan Guibert, responsable C.f.d.t. La décision qu'a prise notre centrale nous a surpris : la journée d'action tombe un peu mal pour nous, nous risquons d'être en porte-à-faux avec la confédération. »

Ce qui ne veut pas dire que les militants C.f.d.t. refusent tous, en bloc, de s'associer dans certaines actions avec la C.g.t. Chez Renault, les deux centrales ont préparé des mouvements revendicatifs avec d'autant plus d'ardeur que « l'affaire des 1 500 F » avait mis de l'huile sur le feu.

Reculer pour mieux payer

L'affaire ? Il y a une semaine, « le Monde » titrait : « Le salaire minimum est porté à 1 500 F par mois chez Renault. » Malheureusement, les bas salaires de la Régie ne sont pas tous concernés. Il s'en faut. En fait, ce n'est pas aussi simple. « Du vent, explique Bernard Poirier. C'est vrai pour les professionnels qui touchent ce minimum. C'est faux pour les O.s., qui touchent entre 1 200 et 1 400 francs. De plus, quand ils annoncent 1 500 F, ils parlent du salaire brut avec toutes les primes. Alors, dans l'ensemble, les réactions sont plutôt violentes. »

A l'usine Renault de Billancourt — 35 000 salariés, 16 % à la C.f.d.t. et 70 % à la C.g.t. dans le 1er collège — certains n'ont pas attendu le 23 juin pour manifester leur mécontentement. Roger Sylvain, responsable C.g.t. de l'usine, trouve que « la sensibilisation est très grande ». Dès le 16, l'atelier 49 — un atelier de mécanique où travaille une cinquantaine d'O.s. — se met en grève. A Cléon, près d'Elbœuf (8 000 salariés), il y a eu, dans la semaine du 13 au 18, 15 heures de grève. A Sandouville, près du Havre (8 500 salariés) les professionnels se sont mis en grève dès le 16 juin. Enfin, au Mans (10 000 salariés), la situation est tendue.

« La direction redoute des actions d'envergure, raconte un ouvrier du Mans. Au point qu'elle a payé tous les débrayages de la semaine dernière, en disant que c'était de « l'information au personnel. » Cependant, on ne se fait pas trop d'illusions ; déjà, on paie cher, au niveau de l'emploi, la grève de mai dernier : l'effectif du personnel a diminué de 1 000 personnes. Mais, pour le moment, on retrouve le même climat qu'en mai 1971 et on sent que quelque chose d'important peut se passer. »

L'action des syndicats fera-t-elle reculer patrons et gouvernement lundi 26 ? Donneront-ils tout de suite ces 1 000 francs qu'ils promettent pour dans deux ans ? Ou attendent-ils que les vacances, période traditionnellement démobilisatrice, mettent un terme aux revendications sociales ? Ce serait sans doute, disent certains syndicalistes, reculer pour mieux payer.

MICHELE BACKMANN

Enseignement: On demande maîtres musclés, ténors légers

« J'ai depuis longtemps passé l'âge de faire des galipettes. Comment pourrai-je enseigner la gymnastique à des enfants ? » Cette question, beaucoup d'instituteurs de la capitale la posent aujourd'hui. Si, comme on le prévoit actuellement, les enseignants dits « spéciaux » sont supprimés, le maître parisien devra, comme son collègue de province, assurer seul l'enseignement du dessin, de la musique et de l'éducation physique. Qu'il ait une voix de fausset ou le crayon maladroit. Avec ou sans cheveux blancs.

A l'initiative de la section de Paris du Syndicat national des instituteurs, 64 000 parents d'élèves et enseignants ont signé une lettre demandant aux conseillers de Paris le maintien des enseignants spéciaux dans les classes élémentaires de la capitale. Le Conseil prendra sa décision définitive avant la fin du mois.

Ces enseignants spéciaux donnaient, chacun dans sa discipline, une demi-heure de cours par semaine et par classe. Restait à l'instituteur à combler les trous du programme.

Les enseignants spéciaux étaient recrutés sur concours et payés par la Ville. Une tradition : la municipalité avait, au siècle dernier, créé ce corps de maîtres qualifiés, devenu en 1947 départemental. Mais, en 1964, on réorganise la région parisienne. Les départements de la Seine et de Seine-et-Oise éclatent. La loi prévoit la disparition des enseignements spéciaux de la Seine, tout en autorisant les conseils généraux à recréer de nouveaux cadres.

On n'y songe pas dans les départements de la couronne. A Paris, le Conseil prend, en 1968, le parti de continuer la tradition, mais, quatre ans plus tard — le 24 mars 1972 — revient sur sa décision. « Trop onéreux », juge-t-on dans les rangs de la majorité. « Cela nous reviendrait moins cher que la première tranche de travaux de la voie rive gauche », répond Daniel Benassaya, membre du groupe socialiste au Conseil de Paris.

Dès 1964, l'Education nationale a intégré les enseignants spéciaux titulaires, qui ont été pris en charge par l'Etat et professent souvent dans les lycées et collèges. Pour les auxiliaires, le Conseil de Paris a prévu, en mars dernier, un « cadre d'extinction ». Mais, depuis 1965, on ne titularise plus. Et on ne recrute plus.

Les partisans du système des enseignements spéciaux espéraient que l'expérience parisienne s'élargirait au plan national et serait prise en charge par l'Etat. Mais, au ministère de l'Education nationale, on insiste obstinément sur le caractère « unique » et « polyvalent » du maître. Vœu pieu : la formation des instituteurs ne les prépare pas à une telle polyvalence. Et à Lyon, Bordeaux, Clermont, Châlons-sur-Marne, Courbevoie, des municipalités ont décidé de créer des cadres d'enseignements spéciaux, sous des formes diverses, mais toujours à la charge des collectivités locales.

En attendant l'inespéré — un cadre national — 64 000 personnes plaident aujourd'hui la cause parisienne, celle du « développement et de l'épanouissement de la personnalité enfantine ».

J.R.

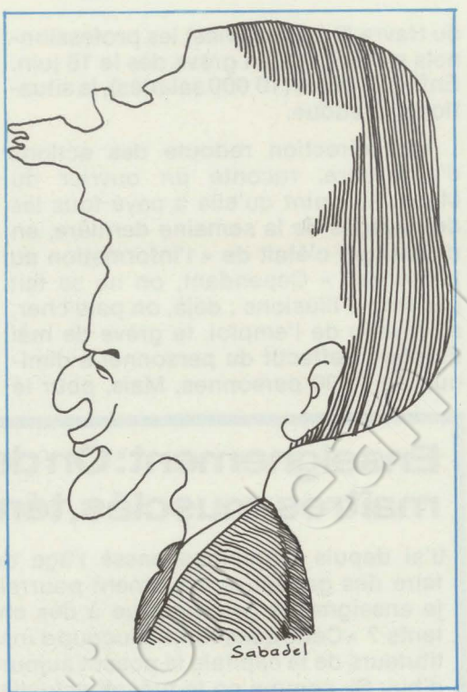
L'U.d.r. fait le gros dos

C'est l'heure de la faillite des illusions. Depuis le retentissant échec du référendum du 23 avril, toules les initiatives que prend le Pouvoir se révèlent inefficaces et vaines. Par le vote de confiance obtenu de l'Assemblée nationale, Jacques Chaban-Delmas espérait redonner une crédibilité à son gouvernement et assurer son avenir de Premier ministre jusqu'aux élections. Mais les rumeurs de remaniement reprennent vie avec plus de force que jamais. Par la conférence des Dix qui devait se tenir à l'automne à Paris, Georges Pompidou escomptait obtenir une consécration internationale qui lui aurait, tout naturellement, apporté un surcroît de prestige sur le plan intérieur. Mais ses partenaires européens ne lui pardonnent pas la défaite humiliante subie le 23 avril, et le sommet tant attendu semble devoir capoter très lamentablement. Par la réforme de l'O.r.t.f., le Pouvoir rêvait d'effacer les souillures des scandales, tout en créant les conditions idéales pour que l'Office fasse, dans les mois à venir, de la bonne télévision électorale. Mais personne n'est dupe, même au sein de la majorité : le nouveau statut ne constitue qu'un texte à la fois dangereux et platonique, laissant en suspens les mêmes problèmes de moralité et d'autorité dont les commissions d'enquête parlementaires avaient révélé la gravité (voir en page 16).

Le sénateur Diligent a, en outre, déposé mercredi sur le bureau du Garde des Sceaux un nouveau dossier explosif. Une entreprise de travail temporaire, dans laquelle une personnalité de l'U.d.r. aurait des intérêts, a en effet utilisé le fichier de l'O.r.t.f. sans qu'aucune poursuite n'ait été engagée. Le candide sénateur s'en étonne...

Giscard et le Gotha

De coup d'épée dans l'eau en coup d'épée dans l'eau, de mirage en mirage, les ministres et les députés de la coalition gouvernementale perdent à la fois courage et confiance. Et le silence savamment préservé autour des intentions du chef de l'Etat est d'autant moins de nature à les galvaniser que plusieurs hauts dignitaires du régime, comme Michel Debré et Olivier Guichard, confient qu'ils sont pour leur part favorables à une dissolution de l'Assemblée et à des élections anticipées à la rentrée. D'autres, à l'inverse, affirment qu'un



changement de gouvernement avant l'été suffirait à redresser la barre, en évitant de renouveler le pari hasardeux du référendum sur l'Europe.

L'incertitude dans laquelle est plongé le personnel politique exacerbe les passions et avive les rivalités entre les trois formations qui soutiennent le gouvernement. Comme toujours, ce sont les Républicains indépendants qui font le plus de bruit. Leur chef affecte de rester au-dessus de la mêlée et de consacrer l'essentiel du temps libre que lui laisse le ministère des Finances à réfléchir, en compagnie du Gotha des sciences humaines internationales, au devenir des sociétés industrielles et au péril que leur fait courir la croissance économique. Noble préoccupation, non dénuée d'intérêt, au demeurant. Mais pendant que Valéry Giscard d'Estaing met la dernière main à son image d'éventuel candidat à l'Elysée, détaché des mesquines querelles de la politique au jour le jour, ses amis ruent dans les brancards de la majorité.

Il est cependant venu mardi faire la leçon au groupe parlementaire Républicain indépendant, avec l'œil courroucé d'un maître d'école sévère : « Je considère désormais comme inopportune toute initiative qui rendrait plus difficile l'exercice de la solidarité entre ceux qui assument la charge exaltante et superbe de conduire la politique de la France. » Autrement dit : finie la récréation, finies les incartades de langage, l'heure est grave. Toutefois le ministre des Finances n'a pas jugé nécessaire de désavouer son bouillant lieutenant, Michel Poniatowski, ni de rappeler ses amis à un peu plus de cohérence politique. Désormais, les Républicains indépendants se tairont. Cependant ce silence, ajouté à celui de Pompidou, encombrera sans doute encore plus l'U.d.r. que des éclats de voix trop discordants pour être pris au sérieux.

Un verre d'eau

Il est en effet bien difficile de mesurer l'importance réelle des écarts de langage de Poniatowski. Le secrétaire général des Républicains indépendants souhaite tout haut de « nets et clairs changements de direction ». Mais Raymond Marcellin, ministre Républicain indépendant, estime que de tels propos constituent des « habiletés tactiques sans portée réelle, qu'il faut condamner ». Alain Griotteray, autre Républicain indépendant, commente de son côté : « Une tempête dans un verre d'eau, tempête que subissent naturellement ceux qui aiment vivre dans un verre d'eau »... Le même Griotteray s'exclame par ailleurs : « Quelle curieuse fiction que le monopole ! », tandis que Philippe Malaud, secrétaire d'Etat Républicain indépendant, défend — sans conviction, mais en sauvant les apparences — le principe du monopole de l'O.r.t.f.

Quelle « curieuse fiction » que la Fédération des Républicains indépendants ! Mais n'est-elle pas à l'image de la majorité dans son ensemble, pour qui l'important n'est pas tellement de partager les mêmes idées que de se partager le même Pouvoir ?

ANTOINE VIOLET

LE VOYAGE DE « L'UNITE » AU CHILI

Une quarantaine de nos lecteurs se sont inscrits pour le voyage de « l'Unité » au Chili. Ils viennent de recevoir les dernières indications avec la fiche d'inscription. Nous leur rappelons que pour tout renseignement complémentaire, ils doivent s'adresser directement à l'un des trois responsables qui les aideront à préparer leur voyage : Patrick Billebault, Bernard Morel ou Michel Tuchman, à l'Associat on « Nouvelles Frontières », 63, avenue Denfert-Rochereau, Paris 14e (tél. : 633.28.91 ou 325.57.51). Il est encore possible de s'inscrire à cette adresse en se recommandant de « l'Unité ».

Le train de 6H 37

« Moi, M'sieur, j'ai répondu à tous ses appels. » Il est 6 heures du matin et les premiers voyageurs arrivent à la gare de l'Est. Alors, il faut bien le café infect du buffet pour garder les yeux ouverts. Une pancarte, dans le hall de la gare, indique les voies d'où partiront les trains pour Colombey-les-Deux-Eglises.

Comme chaque 18 juin, depuis 1945, les compagnons échangent quelques poignées de mains et la brassée rituelle de souvenirs. Il est 6 heures un quart et les queues se forment aux guichets. « Somme toute, les chemins de fer ont fait un effort : 40 F aller et retour, ce n'est pas cher. »

Deux policiers des Renseignements généraux déambulent sur le quai et se demandent bien pourquoi leur chef a gâché leur grasse matinée. Quelques journalistes maudissent leur sort et leur métier. Un confrère du « Canard enchaîné » se jette sur une banquette et s'endort aussitôt : « On verra plus tard ! »

Les cinq premières voitures sont dévolues aux Compagnons de la Libération : la majeure partie des compartiments restent vides. Sur le wagon suivant, une pancarte : « Réservé aux personnalités. » S'y installent quelques anciens combattants, toutes médailles au vent, et les attachés de cabinets ministériels.

Le bourreau peut reparaître

Le reste du train se remplit peu à peu. A 6 h 30, il ne reste plus une place. Il faudra faire le voyage debout dans les couloirs. Les anonymes du gaullisme sont venus nombreux. Prudents, ils ont emmené des sandwichs et des sacs de victuailles. Dans le train du retour, ils rapporteront des souvenirs : cartes postales, porte-clefs, stylos, médailles, timbres, statuettes, assiettes et brosses à chaussures à l'effigie du Général. A Colombey, comme à Lourdes, la légende et l'argent font bon ménage, au grand profit des « marchands du temple ».

Ils ne verront pas grand-chose de l'inauguration, n'entendront guère le discours de Georges Pompidou. Mais peu importe. Ces anonymes sont venus témoigner. Et passer un dimanche « historique ».

C'est devant eux que Pompidou, pastichant Malraux, prêtera un serment de fidélité à la politique du Général, après avoir évoqué, avec une pudeur charmante, les circonstances du « référendum négatif d'avril 1969 ». A la même heure, une vingtaine de Compagnons de la Libération manifestent à Paris, avec les principaux mouvements d'anciens résistants, contre la grâce présidentielle accordée en novembre dernier à Paul Touvier, le patron de la Milice de Lyon, chef des assassins de Victor Basch et spécialiste de la chasse aux Juifs.

Condamné à mort, puis interdit de séjour avec confiscation de ses biens, le bourreau peut désormais se passer de la complicité de certains milieux — religieux, notamment — qui ont obtenu sa grâce à l'Elysée, après l'avoir caché, en France même, pendant 25 ans. Touvier peut reparaître et jouir tranquillement du produit des pillages dont il s'était fait une spécialité auprès de ses victimes. « Dès lors, commente André Boulloche — député socialiste et Compagnon de la Libération — dans une question orale au Premier ministre, il paraît maintenant difficile de ne pas grâcier Klaus Barbie dès son arrivée sur le sol français, si elle devait avoir lieu ! » Boulloche n'est pas seul à s'indigner ainsi. Dans la famille gaulliste, c'est une nouvelle déchirure. Secrète, mais profonde.

Gare de l'Est, les portières claquent. Un dernier voyageur court sur le quai. Pour ne pas s'ennuyer pendant le voyage, il a acheté une revue : « En ce temps-là, de Gaulle ». Il est 6 h 37.

NICOLAS BRIMO



Coll. Fondation Jean Moulin

L'Irak reprend son robinet

La toute-puissante Irak Petroleum Company n'existe plus. En s'engageant dans la voie tracée par l'Algérie en février 1971, Bagdad se joint aux forces anti-impérialistes déterminées à assurer au monde arabe le contrôle de ses richesses nationales. « Cette décision, devait déclarer Belaïd Abdessalam, ministre algérien de l'Industrie, devant les participants du 8e congrès arabe du pétrole réuni à Alger, est prise dans l'intérêt de la nation entière et au moment où le pétrole constitue l'une des clés de l'économie, ainsi qu'une source d'énergie et une force politique ».

Lorsque l'Algérie, après de longs mois de patience, décida de nationaliser ses ressources pétrolières, le Cartel du pétrole adopta une attitude qui, pensait-il, devait faire revenir le président Houari Boumediène sur sa décision, comme il avait déjà fait plier à ses exigences maints gouvernements de pays producteurs. Au chantage et au blocus économique, l'Algérie répondit par une attitude ferme. Elle devait sortir vainqueur de cette épreuve qui lui avait été imposée dans le dessein de la voir remettre en cause les options prises par le Plan quadriennal de développement.

Avant d'en arriver à cette mesure, le gouvernement irakien avait fait preuve d'une grande patience, tout en montrant une détermination débouchant sur la nationalisation totale de cette compagnie, qui prétendait avoir des droits sur 99,5 % du territoire irakien. Et cela en dépit de la loi n° 80, promulguée en 1961, que l'I.p.c. ne voulait à aucun prix reconnaître comme légale. Aujourd'hui, la loi n° 69 met fin à plus d'un demi-siècle de domination sur le pétrole irakien.

Couteau sur la gorge

Le conflit qui a opposé l'Irak au groupe de l'I.p.c. illustre la divergence fondamentale d'intérêts entre les pays producteurs de pétrole et les sociétés concessionnaires opérant sur leurs territoires. Il constitue un exemple classique des moyens que ces compagnies utilisent pour faire pression sur les pays économiquement faibles et pour les maintenir sous leur domination. Il faudrait, en effet, une forte dose de mauvaise foi pour dire, comme l'affirment les compagnies, que la forte réduction de la production pétrolière en Irak et ses incidences catastrophiques sur l'économie irakienne ont pour seule cause la



Saddam Hussein accueilli à Orly par Jacques Chaban-Delmas.

baisse des frêts maritimes et la dénivellation consécutive des prix entre les ports méditerranéens et ceux du Golfe.

Il est indéniable que ce dernier facteur a favorisé les chargements effectués dans le Golfe et dirigés via le Cap vers les ports du Nord de l'Europe. Il n'en demeure pas moins que plusieurs indices prouvent clairement la volonté de l'I.p.c. de mettre l'Irak à genoux, de le pousser sur la voie de la compromission et de briser son nationalisme pétrolier. Ces indices peuvent être résumés en quelques points.

▶ Le freinage de la production irakienne n'est pas un phénomène nouveau. Il remonte à 1961, date de la fameuse loi n° 80, en vertu de laquelle le gouvernement du général Kassem a retiré au groupe I.p.c. toutes les zones gardées inexplorées pendant des périodes allant de 23 à 36 ans de ses anciennes concessions. La production pétrolière de l'Irak a ainsi enregistré les taux d'augmentation les plus bas au Proche-Orient au cours des onze dernières années. Sur la base 100 en 1960, elle est passée à 161 seulement en 1970. Entre temps, la production de l'ensemble des pays de l'Opep — c'est-à-dire l'organisation des pays producteurs — est passée à 273 et la production mondiale est montée à 218. Il est bien difficile de voir la main du hasard dans le fait que cette discrimination, dont l'Irak fait l'objet depuis onze ans, ait coïncidé avec les litiges qui n'ont cessé depuis de s'accumuler entre l'Irak et les compagnies. Ce n'est d'ailleurs pas là un phénomène particulier à l'Irak. Tous les autres pays producteurs qui ont cherché à secouer la tutelle des compagnies en ont fait l'expérience : l'Iran en 1951, la Libye depuis 1969 et l'Algérie entre 1965 et 1971.

▶ La réduction de la production de l'Irak s'est accompagné, au cours des dernières années, d'une chute verticale des investissements du groupe I.p.c. Ces investissements n'ont pas dépassé, en 1969, le chiffre dérisoire de 1,4 millions de dollars. A la fin de l'année 1970, les immobilisations nettes du groupe en Irak, Syrie et Liban ne dépassaient pas 114, 1 millions de dollars. Ce chiffre représente près du quart seulement des bénéfices annuels réalisés par le groupe I.p.c. en Irak, au seul stade de l'exportation du brut, et le tiers des sommes dont ce groupe est redevable au gouvernement irakien au titre des litiges en suspens entre les deux parties.

▶ La baisse des frêts maritimes, que l'I.p.c. invoque comme argument pour justifier la réduction rapide de la production depuis le mois de mars 1972, remonte en fait à plus d'un an. En dépit de cette baisse des frêts, l'I.p.c. a augmenté sa production et utilisé toute la capacité des oléoducs Kirkouk-Méditerranée au cours de la période de décembre 1971 à février 1972. Ce n'est qu'après l'échec des négociations, menées entre les deux parties en janvier et février 1972, que l'I.p.c. a eu recours à la réduction subite de la production des gisements du Nord de l'Irak.

▶ Autre fait à signaler : cette réduction de la production a coïncidé avec la mise en exploitation, au début du mois

UN ENTRETIEN AVEC OLOF PALME

Olof Palme, Premier ministre de Suède, vient de passer trois jours à Paris. Il a notamment rencontré François Mitterrand, qu'il retrouvera mardi et mercredi prochains à Vienne à la réunion de l'Internationale socialiste.

Avant son départ, il a accordé à Claude Estier un entretien sur les perspectives européennes, que « l'Unité » publiera en exclusivité la semaine prochaine.



Les installations pétrolifères de Kirkouk, en Irak.

d'avril dernier, du gisement de Roumeila-Nord par l'Irak National Oil Company, avec la conclusion de l'important traité irako-soviétique et la nouvelle détérioration des rapports Irak-I.p.c.

Tout ceci indique qu'en Irak comme dans les autres pays encore soumis au régime dit des « concessions », le niveau de la production varie en fonction essentiellement des rapports entre le gouvernement et les sociétés étrangères. Celles-ci ouvrent ou ferment le robinet selon qu'elles jugent de leur intérêt de récompenser la docilité des uns ou de pénaliser les tentatives d'émancipation des autres. Ce jeu peut avoir des conséquences désastreuses dans un pays comme l'Irak, où le secteur pétrolier représente plus de la moitié des recettes budgétaires et 70 % des investissements de développement. En lui mettant le couteau sur la gorge, l'I.p.c. a mis l'Irak devant un choix inéluctable : se soumettre, en renonçant à l'essentiel des acquis depuis 1962, ou crever l'abcès, en prenant des mesures de nationalisation.

En optant pour cette dernière formule, les dirigeants de Bagdad savaient pouvoir compter sur la solidarité active du monde arabe. Celle-ci s'est d'ailleurs manifestée à Alger tout au long des travaux du 8e congrès arabe du pétrole.

Les achats français

Les représentants des pays exportateurs de pétrole (Opep), puis ceux des pays exportateurs arabes (Oapep) ont étudié à Beyrouth la façon concrète de venir en aide à l'Irak. L'Opep vient de faire savoir qu'elle ne permettra pas de « remplacer » le pétrole nationalisé. En effet, pour que la nationalisation de l'I.p.c. soit effective, il ne faut pas que les compagnies puissent trouver ailleurs du brut de remplacement. Déjà, la Libye et le Koweit limitent le débit de leurs puits.

Sur un autre plan, l'attitude de Paris — la Compagnie française des pétroles détient 23,75 % de l'I.p.c. — était attendue. Comment allait-elle concilier sa politique arabe et respecter la solidarité occidentale ? La visite à Paris du vice-président de la Révolution irakienne, Saddam Hussein, qui s'est entretenu à plusieurs reprises avec Georges Pompidou et avec le Premier ministre, se révèle, somme toute, positive à bien des égards.

Aux termes des accords conclus, la C.f.p. a acquis, par rapport à ses partenaires de l'Irak Petroleum Company, une position nettement privilégiée. Pendant dix ans, aux conditions consenties aux anciens concessionnaires, elle recevra la part de brut (23,75 %) à laquelle elle avait droit avant la nationalisation du consortium.

En d'autres termes, l'Irak consent un sacrifice en faveur de la C.f.p. Toutefois, ce prix n'est pas fixé pour dix ans. Il variera selon les conditions du marché, notamment lorsque seront révisés, en 1975, les accords fiscaux de Téhéran et de Tripoli. Mais l'Irak y gagne, ce qui n'est pas négligeable, la continuité d'une vente dont l'arrêt pourrait entraver son développement économique.

Ce qu'on ignore encore, c'est si la C.f.p. enlèvera des quantités de pétrole supérieures à la part de 23,75 %. Une proposition a été faite dans ce sens par l'Irak et Pompidou a dit à Saddam Hussein que la France était décidée à enlever en Irak des « quantités importantes » de pétrole. Ces achats supplémentaires dépendent visiblement des tractations que va avoir la C.f.p. avec les autres compagnies du Cartel, auxquelles elle est liée par de nombreux intérêts.

Il est permis de penser, en tout cas, que l'exemple de la France ne manquera pas d'encourager d'autres pays consommateurs jusqu'ici hésitants. Des firmes italiennes, ouest-allemandes et espagnoles auraient déjà entamé des négociations pour l'achat d'hydrocarbures.

S'il est vrai que, par son accord avec la France, l'Irak a entrouvert les portes de son ghetto, elle n'a pas pour autant rompu le front du Cartel. Le fait que ce dernier ait dû renoncer à une épreuve de force atteste du nouveau rapport de forces qui est intervenu dans le monde arabe producteur de pétrole.

BERNARD COURET

LE CAHIER ET REVUE DE L'OURS

N° 30 est paru.

Ce numéro « Y a-t-il un socialisme africain? » par Sedrak Nganguem FEZE est consacré, en première partie, à l'Idée socialiste chez Senghor et N'Krumah.

* Office Universitaire de Recherche Socialiste - 86 rue de Lille Paris 7e - Tél. 555.08.60.

BORIS ELIACHEFF

MA CARRIÈRE AUTOUR DU MONDE

LÉNINE / TOLSTOÏ
CHALIAPINE / CAILLAUX
DE GAULLE / MATA-HARI
BEN GOURION / GOLDA MEIR
TROTSKY / CHAGALL
JEAN MOULIN / EARL WARREN
COLETTE / CHARLES RIST
BOUKHARINE

De la révolution russe d'octobre 1917 à la France d'après la libération de 1944.

PRESSES DE LA CITE

Le deuxième round

De notre correspondante à Santiago

Ce qui vient de se passer au Chili n'est sans doute pas immédiatement compréhensible si l'on n'a pas présents à l'esprit les rapports d'un type très particulier qui existent entre les partis politiques chiliens. Disons tout de suite qu'il ne s'agit ni d'une pause ni d'un « aggiornamento », mais du début d'une nouvelle étape dans l'application du programme de l'Unité populaire, tenant compte des réalités qui sont apparues au terme des dix-huit premiers mois du gouvernement Allende.

On a parlé de crise au sein de l'Unité populaire à la suite du grave incident qui s'est produit au mois de mai à Concepcion — un mort au cours d'une manifestation sévèrement réprimée par le préfet communiste de la province. La polémique qui s'en est suivie et que la presse de droite a largement exploitée a inquiété le président Allende, qui a donc estimé nécessaire de faire jouer le mécanisme prévu dans l'accord politique entre les partis de la coalition de gauche. Les dirigeants de celle-ci se sont réunis en un conclave qui a duré près de trois semaines et dont sont sorties un certain nombre de décisions capitales pour l'avenir de l'expérience socialiste chilienne.

L'incident de Concepcion n'avait été, en fait, qu'un élément d'un débat opposant depuis quelque temps déjà partisans d'une radicalisation de l'action gouvernementale — parmi lesquels certains dirigeants du Parti socialiste — et ceux qui estimaient au contraire, avec le Parti communiste, que cette radicalisation, en dressant contre l'Unité populaire un front uni de l'opposition, risquait de conduire aux pires mésaventures.

Créer une faille

Ce front uni de l'opposition, par le biais d'un projet de réforme constitutionnelle s'opposant à toute extension du secteur nationalisé, avait déjà réussi à bloquer l'action du gouvernement dans un domaine essentiel. Un seul moyen de franchir l'obstacle : créer une faille entre le Parti national et la démocratie-chrétienne. Et reconstituer ainsi les conditions qui avaient permis l'élection de Salvador Allende et son installation au pouvoir en novembre 1970.



C'est au nom de cet objectif que les communistes demandaient donc que soient engagées des conversations avec la démocratie-chrétienne, pour tenter de séparer celle-ci de la droite activiste. Leur point de vue l'a finalement emporté au cours du conclave de l'Unité populaire, ce qui a entraîné immédiatement deux conséquences : la démission du gouvernement et un long entretien entre Allende et le président du Parti démocrate-chrétien, Renan Fuentealba, plus disposé que l'ancien président Eduardo Frei — qui se trouvait à ce moment en Europe — à chercher des bases d'entente.

Bien que l'on ne sache pas encore tout ce qui s'est dit au cours de cet entretien à la résidence du Président, il semble que l'opération ait réussi. La démocratie-chrétienne a, en tout cas, accepté de remettre à quinzaine le vote sur le projet de réforme constitutionnelle, qui devait se dérouler le 14 juin au Sénat et dans lequel le gouvernement partait battu. Cela suffit pour que le Parti national crie à la trahison. « Casados comunistas y demo-cristianos » (Communistes et démocrate-chrétiens se sont mariés), tirait son principal quotidien, soulignant ainsi que la situation s'est exactement retournée depuis que la presse de gauche, il y a seulement quelques semaines, accusait la démocratie-chrétienne de faire cause commune avec la droite.

Il ne s'agit cependant pas d'un renversement d'alliance et Fuentealba a lui-même clairement exclu tout accord politique avec l'Unité populaire. Il a seulement rejoint ceux des dirigeants de celle-ci qui sont soucieux d'éviter l'affrontement sanglant et veulent laisser le débat politique se dérouler dans le cadre des institutions auxquelles les Chiliens sont fortement attachés.

Les élections syndicales

Il ne reste pas moins que le rapprochement qui vient de s'opérer et qui va vraisemblablement se traduire, dans le cadre du projet de réforme constitutionnelle, par une nouvelle définition — beaucoup plus stricte — des trois secteurs de l'économie : nationalisé, mixte et privé, est la conséquence d'une situa-

tion caractérisée par de sérieuses difficultés.

Les dirigeants les plus lucides de l'Unité populaire admettent que des échecs ont été enregistrés dans plusieurs entreprises nationalisées et qu'ils ont créé un certain mécontentement chez les travailleurs. Mécontentement qui vient de s'exprimer aux élections à la direction de la Centrale Syndicale, la C.u.t. : la gauche y garde une forte majorité, mais la démocratie-chrétienne est passée de 8 % au dernier congrès à près de 35 % ; et cela dans un vote qui, pour la première fois, était direct, personnel et secret.

Allende a tiré les leçons qui s'imposaient, ce qui ne signifie pas qu'il va renoncer aux nationalisations, mais qu'il sera plus disposé à écouter ceux qui demandent que les nouveaux transferts d'entreprises au secteur socialisé se traduisent par une réelle particupation des travailleurs.

C'est ce changement de conception qui est à la base du remaniement gouvernemental, dont le point principal est le remplacement aux fonctions de ministre de l'Economie du marxiste indépendant Pedro Vuskovic par le socialiste Carlos Matus, économiste de 40 ans, diplômé d'Harvard. Partisan énergique de l'étatisation des grands secteurs de l'économie et, par ailleurs, assez hostile aux formules d'autogestion, Vuskovic, déjà peu apprécié par le Parti communiste, était devenu la bête noire de la démocratie-chrétienne. En changeant de ministre, Allende donne apparemment un gage à celle-ci. Mais, contrairement à ce que certains ont écrit, Vuskovic ne tombe nullement en disgrâce. Aux côtés du Président, il devient, en quelque sorte, le coordinateur de l'ensemble des secteurs économiques et financiers.

Il apparaît alors une fois de plus qu'Allende, sans rien sacrifier de son programme, s'est tiré habilement d'une situation difficile. Il a de nouveau réussi à diviser ses adversaires, sans rompre ni même modifier l'équilibre de la coalition qu'il préside. Il bénéficie ainsi d'un répit que les Chiliens apprécieront d'autant plus que nombre d'entre eux, à gauche comme à droite, commençaient à redouter sérieusement les conséquences de ce que le sénateur communiste Teitelbom appelait, il y a quelques jours, « l'engrenage du déchirement et de la vengeance ».

JACQUELINE SORRET

Tartuffe à Stockholm

La France a repris cette semaine ses expériences nucléaires à Mururoa. Entre Corse et Sardaigne, une marée noire menace les plages des vacances au soleil. Une Conférence internationale pour la recherche contre la pollution de l'eau s'est ouverte lundi à Jérusalem, avec la participation aussi bien de l'Afrique du Sud que de la Tchécoslovaquie.

Les syndicats australiens et néo-zélandais boycottent les navires français. La Chambre italienne va discuter de la question des « boues rouges ». A Stockholm, après dix jours de débats parfois passionnés, la rencontre mondiale sur l'environnement organisée par l'Onu a fermé ses portes : elle les rouvrira en 1977 *(voir aussi le bloc-notes de François Mitterrand en page 24).*

D'ici-là, une question toujours posée et probablement sans réponse : s'il existe des raisons sérieuses de craindre pour l'avenir d'une humanité supportant mal et l'explosion démographique et la croissance économique, existe-t-il aussi une conscience internationale suffisamment forte pour parer au danger ?

Les 1 300 participants (1) de Stockholm ont posé la question, indirectement, par les sujets qu'ils ont abordés et les réponses partielles qu'ils ont pu apporter. Le combat pour la protection de l'environnement de l'homme, ce n'est pas uniquement celui pour la préservation du milieu naturel ; c'est encore celui contre la sous-alimentation et la sous-éducation ; c'est également celui contre la guerre moderne, avec son arsenal atomique et chimique.



« Conformément à la Charte des Nations unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de s'assurer que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans les autres Etats ou dans les régions ne relevant d'aucune juridiction », peut-on lire dans la résolution finale. Ce petit chef-d'œuvre d'équilibre est peut-être le triomphe de l'hypocrisie. Parce que le « devoir » rappelé est platonique, alors que le droit est « souverain ». Devant des questions du XXIe siècle, nos « principes du droit international » sont du XIXe.

La puissance et le profit des groupes particuliers l'emportent toujours sur les intérêts de la collectivité humaine. Quant aux peuples, le droit reconnu aux Etats ne leur laisse que la solution des protestations. Du Larzac menacé aux côtes provençales défigurées, du Rhin égoût à ciel ouvert aux capitales engorgées, nous savons ce que cela veut dire. Quant à l'environnement du paysan vietnamien, on sait ce qu'il en reste.

Et déjà, parce que tout est affaire d'argent, une autre espérance est née. La lutte pour l'environnement peut devenir une source de profit, comme la fabrication des missiles anti-missiles. Les techniciens et les financiers calculent ce que coûteront et ce que rapporteront les équipements nouveaux pour protéger l'homme contre ce qu'il fabrique. Deux pour cent d'augmentation en juillet sur les voitures françaises pour un peu moins de gaz carbonique rejeté par les tuyaux d'échappement...

C. F.

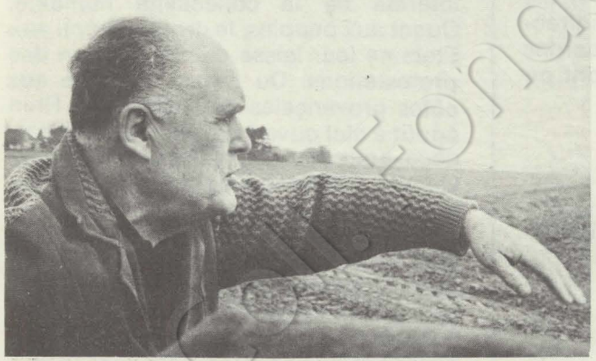
(1) Sur ces 1 300 délégués, on comptait onze femmes. Deux dirigeaient la délégation d'Autriche et celle des Philippines ; les autres appartenaient aux délégations du Danemark, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Grande-Bretagne, de l'Islande, de la Norvège, de Panama, de la Suède et du Vatican. Un autre symbole.

L'Angélus sonnera-t-il le glas de Barbizon?

Barbizon. Un village de « nantis », résidents secondaires ou retraités, cadres en mal de nature, de calme et de forêts. Et pouvant satisfaire leur envie ; 1 200 habitants que l'on imagine mal l'invective aux lèvres. A voir les villas, les rues du village, les magasins à touristes, on se prend à penser qu'ici le scandale est feutré, bourgeois, les colères rentrées, les arrangements toujours possibles. Mais, ici comme ailleurs, les temps changent : avec l'apparition des promoteurs, les plus suaves des cadres, les plus civils des bourgeois commencent à voir rouge.

Aujourd'hui, Barbizon est une petite cocotte-minute, surchauffée de passion : la plaine de Bières et le plan d'occupation des sols en sont la cause. La plaine de Bières n'a jamais servi de modèle à Jean-François Millet. C'est face à la plaine de Chailly — aujourd'hui défigurée — que le peintre planta son chevalet pour peindre son « Angélus ».

Or 125 hectares ont été ajoutés aux surfaces constructibles — par ailleurs



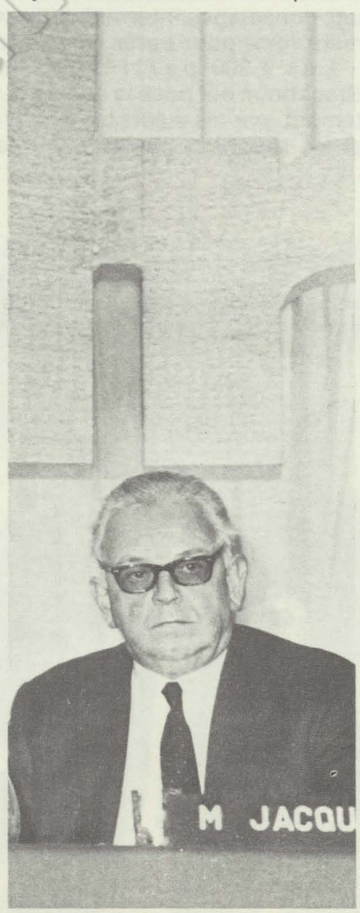
Marcel Lagarde.

fort importantes — de la commune ; 125 hectares d'un seul tenant en bordure de la D 64, sur lesquels pourrait être construit — en défigurant à tout jamais la plaine — un « Barbizon-bis », un lycée, un centre de loisirs, des routes, un château d'eau. Bref, de quoi faire passer de 1 200 à 4 000 habitants la population de la commune, de quoi mettre en fureur les défenseurs de la nature, les Amis de Barbizon et la majorité des habitants. Mais une opération classique et « juteuse » pour les promoteurs.

L'affaire n'est pas seulement compliquée sur le plan administratif — il est parfois difficile de suivre le fil conducteur qui va de P.d.u.i. (plan d'urbanisme intercommunal) en P.o.s. (plan d'occupation des sols), en passant par les plans de détail. Elle a également un lointain passé qui couvre l'exercice de deux municipalités.

Il fut un temps où l'ancien maire, Marc Jacquet — aujourd'hui député, maire de Melun, conseiller général et président du groupe parlementaire U.d.r. — refusait toute autorisation de construire sur le secteur. Les prix restaient donc modestes, toute la plaine conservant sa vocation agricole, blé et betteraves. Une telle conjoncture ne pouvait qu'attirer les promoteurs. « J'achète à 1,50 F le mètre carré, j'obtiens une dérogation et je revends cher ». La phrase est apocryphe, mais recouvre une technique bien réelle.

Si le plan d'aménagement et d'organisation de la région parisienne avait prévu la sauvegarde du site de Barbizon, le P.d.u.i. était déjà plus arrangeant, précisant que « seules des constructions isolées sur des parcelles de 5 hectares pourraient y être édifiées ». Cette prime



Marc Jacquet.

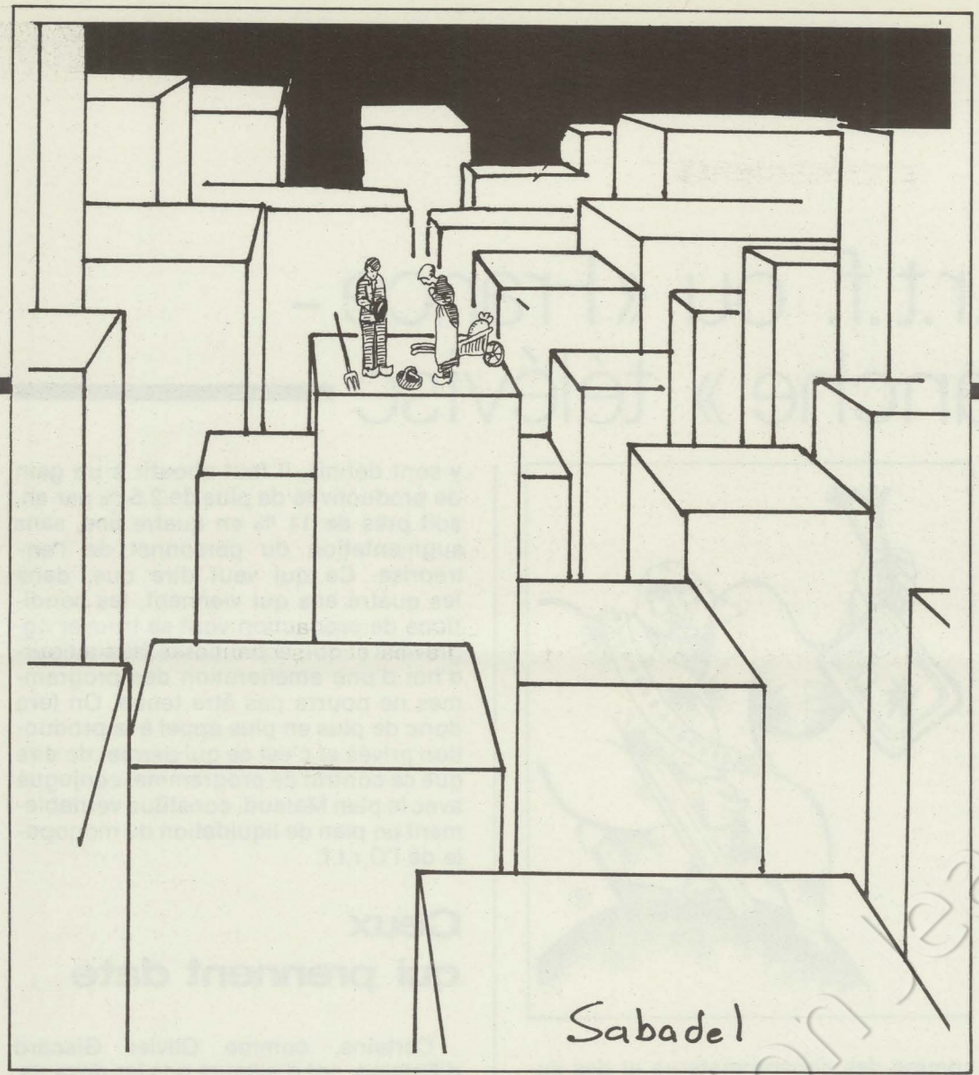
à la richesse — car il faut être riche pour songer à une telle opération — ne pouvait qu'encourager la spéculation. La dérogation étant possible, dès lors, il n'y a pas à se gêner : en décembre 1964, la Société civile agricole de l'Angelus achète des terrains.

Les paysans, sachant que Jacquet refuse toute autorisation de construction, vendent. Au début de 1965, le maire fait établir un projet d'agrandissement du périmètre constructible. Il englobe les terrains achetés par « l'Angélus ». Le 9 octobre 1965,le conseil municipal donne son accord de principe. Neuf mois plus tard, la Direction de l'urbanisme propose que l'étude de l'extension du périmètre constructible soit faite dans le cadre d'un plan d'urbanisme de détail. Aujourd'hui, les esprits « grincheux » suggèrent qu'il a fallu que les tractations soient laborieuses pour durer 9 mois.

Liens conjugaux

Le 11 novembre 1967, le P.d.u.i. 53 A est approuvé. Il définit pour Barbizon les limites d'un plan de détail « qui intéresse une partie située à l'ouest de la zone d'habitation actuellement occupée. Ces terrains sont susceptibles, tout au moins pour une partie, de recevoir les quartiers d'extension de cette commune ». A la société l'Angélus, on doit se frotter les mains. Le 20 décembre 1970, le plan de détail terminé est présenté aux conseillers municipaux qui l'approuvent. Mais aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune information n'est communiquée aux habitants. Or, pour être approuvé, ce plan devait être soumis, tout comme le plan directeur, à une enquête publique, puis revenir devant le conseil municipal. Le 13 février 1971 ce dernier approuve « les résultats des enquêtes », mais le registre des délibérations ne mentionne que l'approbation du plan directeur... A un mois des élections, il est possible que l'on ait voulu éviter les « bavures », les questions indiscrètes, passionner la campagne électorale.

Les composantes du nouveau conseil municipal, pourtant, allait modifier ce plan de campagne. Tout d'abord, Jacquet avait quitté Barbizon pour Melun. Certes, avec « un peu de mélancolie », mais enfin... Pour un homme politique, mieux vaut être maire d'une grande ville que d'un petit village : cela donne de la carrure et des moyens. D'autant qu'il n'abandonnait pas ses concitoyens ;



dans une lettre, pour leur prouver que son départ n'était pas un abandon — qu'auraient-ils fait sans lui ? — il précisait : « J'ai demandé à ma femme de figurer sur une des listes... Comment pourrais-je lui résister, quand elle viendra auprès de moi plaider votre cause ? » Inutile de faire de plaisanterie douteuse sur le rôle des liens conjugaux dans le développement des communes. A peine élue, Mme Jacquet acceptait de participer à une seule commission : celle de l'urbanisme ! Mais le nouveau conseil comprenait des « opposants »... qui furent stupéfaits en apprenant l'existence du plan de détail. Ils posèrent des questions. La « grande saison » de Barbizon allait commencer.

A la farce

Entre temps, la société civile agricole de l'Angelus s'était transformée en société anonyme. Ses dirigeants conservaient tous leurs espoirs. Le réalisateur-vendeur du lotissement envisagé, Chaumette, n'était-il pas le second adjoint de Jacquet ? L'architecte Leroux n'était-il pas le premier adjoint de Jacquet et, grâce au départ de ce dernier, le maire de la commune ? Mais le rêve était fini, le silence aussi. Les langues allaient se délier, certains faisant remarquer que la bretelle de l'autoroute avait été déplacée pour aboutir tout près des terrains de la société, Jacquet étant président du district...

La presse commence alors à parler de l'affaire, car, parmi les conseillers municipaux, deux irréductibles ne cessent de dénoncer l'opération, posent des questions gênantes, bref jouent le rôle d'empêcheurs de tourner en rond.

L'un deux, Marcel Lagarde, haut fonctionnaire en retraite, devient la bête noire du maire ; il est vraiment trop gênant. Ne veut-il pas savoir, comprendre, condamner ? Il fait perdre patience au nouveau premier magistrat. Celui-ci va essayer de le faire taire. Le remède est pire que le mal. Et les déboires de la municipalité de Barbizon vont tourner à la farce : « commission exceptionnelle du conseil municipal », lettres, démission donnée, reprise, redonnée, conditionnelle, plaintes en diffamation ! Pourtant, les opposants remportent des mini-victoires. Lagarde ayant écrit à Maurice Doublet, préfet du District, celui-ci utilisant la non-approbation du plan dans les délais, prescrit, renvoie — en août 1971 — l'application du P.d.u.i. à un plan d'occupation des sols alors à l'étude...

Les promoteurs se sont-ils énervés, le maire actuel n'a-t-il vu dans la campagne déclenchée qu'attaques personnelles ? Toujours est-il qu'au lieu de calmer les esprits, la demi-décision de Doublet n'a fait qu'amplifier les discussions. Les défenseurs du site veulent sauver la plaine, les habitants espèrent ne pas voir leur commune s'agrandir et perdre du coup leur belle tranquillité, certains s'indignent des bénéfices déjà réalisés par la société issue de la société de l'Angélus, d'autres enfin font des comptes. Ceux des investissements que devrait faire la municipalité. Pour la seule viabilité, l'urbanisation coûterait à la commune 770 millions d'AF. La seule recette possible, la taxe d'équipement, ne produisant que 450 millions d'AF, le déficit sera de 320 millions d'AF. Sans parler du château d'eau, des classes, etc.

Un relent d'"affaire"

« Et tout cela nous est imposé pour satisfaire un groupe de promoteurs »...

Lagarde reste ferme dans la tourmente. Accusé par le maire de « pourrir le débat », de « paralyser la gestion des affaires communales », de « jeter le discrédit » sur la commune, il répond qu'il « ne laissera pas assassiner son village ». « Il est de mon devoir d'élu de veiller à la bonne gestion financière de la commune » dit-il. Et de dénoncer les irrégularités financières reconnues par le percepteur. Connaissant, par son métier, les « subtilités » de l'administration, il les utilise. A la grande colère des défenseurs du projet, les événements semblent lui donner raison. Mme Jacquet démissionne : tant mieux. Le maire fait passer des « papiers » dans les journaux locaux : Lagarde utilise le droit de réponse. Le directeur départemental de l'Equipement vient tenter de rallier la population au projet : on le fera huer. Toutes les occasions sont bonnes pour barrer la route à l'Angélus.

Samedi, le conseil général de Seine-et-Marne avait à approuver un certain nombre de P.o.s. Un conseiller général, Alain Vivien, est intervenu pour faire remarquer qu'il n'y avait peut-être pas urgence à voter un plan qui n'en avait aucune, d'autant que « la situation à Barbizon est pour le moins troublée, qu'une forte opposition existe dans la commune — 600 personnes ont signé une pétition des Amis de Barbizon » et que, de surcroît, tout cela a « un relent d'affaire immobilière ». Jacquet étant absent, les autres conseillers généraux l'ont suivi. Une commission se réunira le 12 juillet pour étudier le cas avec la commune.

C'est trois semaines de gagnées pour les défenseurs du Barbizon d'aujourd'hui. Trois semaines pour lutter contre un projet immobilier aberrant, est-ce assez ?

GUY PERRIMOND

L'U.d.r.t.f. ou « France - Dimanche » télévisé

Tout n'a pas été dit sur l'O.r.t.f. au cours du débat de l'Assemblée nationale. Il y a, en particulier, un certain nombre de données de base qu'il faut bien connaître. Une idée simple, par exemple : lorsqu'un téléspectateur paie une redevance annuelle de 12 000 AF, l'Etat prélève la T.v.a. qui va directement dans ses caisses. Ensuite, toujours sur la redevance, l'Office paie l'impôt sur les sociétés. Enfin, les différents ministères demandent à l'O.r.t.f. d'assurer des missions : Affaires culturelles, Affaires étrangères, Education nationale, Territoires d'outremer, etc., qui sont également financées sur la redevance.

Le produit total de celle-ci subit donc une ponction considérable de la part de l'Etat. On a calculé que cette ponction représente à peu près 70 % de ce que rapporte actuellement la publicité à l'O.r.t.f. On a donc la démonstration que si le produit de la redevance était totalement dégrevé des charges qui pèsent sur lui, l'équilibre budgétaire de l'Office pourrait être assuré dans des conditions totalement différentes. Et l'argument selon lequel il est nécessaire d'atteindre un certain volume de publicité perdrait l'essentiel de sa valeur.

Par le haut et par le bas

En réalité, les conditions actuelles de financement de l'O.r.t.f. ont ouvert la porte aux intérêts privés, à la fois par le haut, depuis l'introduction massive de la publicité de marques, et par le bas, du fait de l'entrée de capitaux privés dans la production. Etant entendu que, dans le même temps où le gouvernement garde le contrôle sur toutes les fonctions de responsabilité de l'Office, l'argent s'introduit dans la fabrication des programmes.

Sous cette double pression, il est de plus en plus difficile de faire passer de vrais messages et il ne reste que Guy Lux. Chaque journaliste, producteur, réalisateur ou technicien pourrait raconter mille expériences. On ne se sert pas de la télévision comme d'un instrument de communication, mais comme d'un instrument de consommation. On ne considère pas les Français comme des citoyens, comme des adultes, mais



comme des consommateurs et des sujets, et c'est là le vrai problème de l'O.r.t.f.

Le nouveau statut est une étape nouvelle dans un processus qui vise à baillonner l'information, les producteurs et les réalisateurs. Le projet de loi voté par l'Assemblée va plus loin encore, puisqu'il met en cause le droit de grève du personnel ; c'est un texte réactionnaire qu'il faut combattre et ce combat n'est pas seulement l'affaire du personnel, mais de l'ensemble des Français qui sont les téléspectateurs.

Il faut savoir, d'autre part, qu'en dehors du statut, il y a le contrat de programme qui a été signé entre Jacques Chaban-Delmas et l'ancien directeur général, Jean-Jacques de Bresson, sans même que le Parlement en soit informé.

Ce contrat, qui prévoit les ressources et les missions de l'O.r.t.f. pour les quatre ans à venir, et qui définit donc la véritable politique de l'O.r.t.f., stipule qu'il y aura chaque année une augmentation de 10 % des recettes publicitaires de l'Office. C'est-à-dire qu'en quatre années, on doit aboutir à un niveau de publicité qui sera supérieur de plus de 40 % au niveau actuel. Le financement de l'O.r.t.f. devient donc inévitablement un financement privé avec l'entrée massive de l'argent, par le haut et par le bas.

Le même contrat de programme ajoute que, pour atteindre les objectifs qui y sont définis, il faut aboutir à un gain de productivité de plus de 2,5 % par an, soit près de 11 % en quatre ans, sans augmentation du personnel de l'entreprise. Ce qui veut dire que, dans les quatre ans qui viennent, les conditions de production vont se trouver aggravées et que la promesse faite aujourd'hui d'une amélioration des programmes ne pourra pas être tenue. On fera donc de plus en plus appel à la production privée et c'est ce qui permet de dire que ce contrat de programme, conjugué avec le plan Malaud, constitue véritablement un plan de liquidation du monopole de l'O.r.t.f.

Ceux qui prennent date

Certains, comme Olivier Giscard d'Estaing, ont d'ailleurs pris les devants, en déposant un projet de loi en faveur de la création d'une chaîne privée. Ils n'ont pas insisté, mais ils ont pris date. De toute façon, les conditions sont créées pour que le service public s'effondre un jour ou l'autre et qu'il cède tout naturellement la place à la télévision privée.

Tels sont les véritables enjeux et de tout cela, ni le Parlement ni l'opinion publique n'ont été véritablement informés.

Il s'agit bien sûr d'un problème politique. Il faut absolument que les Français prennent conscience qu'on est en train de leur voler leur instrument pour le laisser entre les mains du gouvernement, c'est-à-dire de l'U.d.r., c'est-à-dire des banquiers. De plus en plus, la production et la fabrication vont être confiées à ceux qui font « Ici-Paris » ou « France-Dimanche », à Prouvost ou à Dassault. On sait d'avance quels messages ils vont produire : « Français, rêvez, Français, tout est beau, vos affaires sont bien gérées, dormez en paix ! »

EDOUARD GUIBERT

---

* Ce texte est extrait de l'intervention d'Edouard Guibert, secrétaire général du Syndicat national des journalistes - O.r.t.f., au cours d'un débat devant le Club de la Gauche du XVIIIe.

Qui sont les O.s.?

La condition des « ouvriers spécialisés », les O.s., est devenue un thème de brûlante actualité. Pompidou leur consacre de bonnes paroles dans un discours dominical, au moment où le Parti communiste en réunit trois cents dans des journées d'études. Quelques jours plus tard, le gouvernement annonce, à son de trompe, que le sort de 6 000 O.s. de la Régie Renault va être amélioré.

Qui sont ces O.s. dont tout le monde parle ? Daniel Mothé, qui s'était fait remarquer, il y a quelques années,par son ouvrage « Militant chez Renault » (Le Seuil) vient de leur consacrer un petit livre (Editions du Cerf), riche d'informations et de réflexions, dont voici un extrait .

« Le militant O.s. est apparu surtout quand le capitalisme a développé, rationalisé l'industrie et quand il a remplacé la modeste manufacture par des entreprises gigantesques ; les O.s. sont alors devenus une catégorie importante de la classe ouvrière. Le travailleur est désormais plus intégré, plus lié à l'entreprise, en fonction même de ses nouveaux besoins. Les militants de Ford, Renault, Siemens luttent pour arracher certains avantages à leurs firmes et s'intègrent dans une histoire qui se fait sur les lieux de leur travail.

La société, en accentuant sa complexité, tend à prouver que les qualités professionnelles ne sont pas tellement nécessaires pour gérer une entreprise et qu'il n'y a pas de rapport étroit entre un métier manuel quelconque et celui de gestionnaire. En se parcellisant, elle a porté atteinte aux conceptions anarcho-syndicales ; on finit ainsi par admettre que tout homme ne sera pas, à la fois et en même temps, le manœuvre et le savant, le travailleur et le directeur, le promoteur et le bénéficiaire comme le voulait le 4e congrès de la Première Internationale. Le bolchevisme accepte une autre idée empruntée au capitalisme, celle de l'accumulation primitive, c'est-à-dire celle de la nécessité d'une plus-value destinée à l'industrie lourde et, par conséquent, de la nécessité du sacrifice de la classe ouvrière. Dans ce système politique, l'exclu du système capitaliste, l'O.s., retrouve sa place. Militant professionnel ou politique, il participe à l'édification d'une société nouvelle ; il s'intègre dans un avenir social où il aura sa place. Il soutient la nouvelle élite qui revendique le pouvoir. Le projet bolchevique est beaucoup plus séduisant pour un O.s. que le projet libertaire.

La société pour laquelle il lutte sera gérée par des « copains » qu'il aura soutenus toute sa vie. Il peut ainsi espérer que l'ensemble de sa classe en tirera quelques bénéfices.

Le projet libertaire, au contraire, lui apparaît plus utopique ; il estime qu'il n'est pas fait pour lui. La société communiste libertaire convient au professionnel du XIXe siècle, autodidacte, cultivé, doué d'une certaine personnalité, peut-être même individualiste, à la limite.

L'image du citoyen soviétique, celle de l'O.s. protégé par un Etat puissant et policé, est moins utopique. Le travail politique du militant bolchevique s'apparente au travail d'exécution de l'O.s. : discipliné, obéissant, sans créativité, il se soumet aux ordres de l'appareil politique ; sans esprit critique, il accepte la hiérarchie. Il ne cherche plus dans le projet socialiste une possibilité de réaliser pleinement ses facultés intellectuelles ; le travail sera toujours pour lui un mal nécessaire, il espère seulement en un système où il sera moins écrasé ! Ce type de militant n'a plus la prétention de gérer toute la société et de participer à l'ensemble des activités civiques, il veut seulement que la société lui impose le minimum de contraintes matérielles. Cet espoir bolchevique dans un « gouvernement de copains » qui fait place au projet libertaire et communiste du gouvernement de tous entraîne de graves conséquences.

Du robot au gestionnaire

Aujourd'hui, la société capitaliste n'est plus celle du XIXe siècle ; de gré et de force, elle a fini par accepter la militance ouvrière et par l'intégrer dans ses institutions. Le militant O.s. peut ainsi, par la voie du syndicalisme, et même du parti politique, accéder à des fonctions de délégué du personnel, de délégué au comité d'entreprise, voire de conseiller municipal ou de secrétaire syndical.

Dès qu'il commence à occuper certaines fonctions, il s'aperçoit que ses possibilités intellectuelles vont bien au-delà du travail qu'il accomplit tous les jours. Bien sûr, il s'en doutait un peu, mais, en étant délégué, en faisant un ou deux stages de formation syndicale, il peut le vérifier. Ses connaissances juridiques dépassent souvent celles de sa maîtrise ; son métier de défenseur des travailleurs lui donne peu à peu une dignité, une possibilité d'expression et une facilité de communiquer que la fonction d'O.s. n'avait pas pu lui donner. Pouvoir dialoguer sur un pied d'égalité avec des personnes qui jouissent d'un prestige social qu'il n'a pas lui permet de constater que, sur le plan culturel, il n'a souvent rien à leur envier. Il n'est plus l'O.s. résigné ; il s'apparente bien plus à un gestionnaire.

Il est évident que ce militant aura de plus en plus de mal à accepter sa condition d'O.s. ; il pourra difficilement rester à son poste et effectuer son travail de robot. Il ne l'acceptera qu'avec l'espoir de mener une action syndicale. En France, les ouvertures syndicales sont relativement restreintes ; l'avenir de l'O.s. militant, c'est soit l'intégration dans un système parallèle : organisation syndicale, parti politique ou service social, dans lesquels il bénéficie d'un certain nombre d'heures de franchise ou finit par devenir permanent, soit une promotion quelconque dans le système de production. Au bout de quelques années, il ne reste O.s. que parce qu'il le veut bien ; ses connaissances lui ouvrent des portes, même si certaines d'entre elles se ferment précisément parce qu'il est militant. »

STATION SECURITE
Steier Pneus
213-219 avenue Jean-Lolive
93-PANTIN
844.36.80
96 point S
PNEUMATIQUES (°10.000 Kms)
EQUILIBRAGE - MONTAGE
FREINS-AMORTISSEURS-PHARES-
GEOMETRIE - PARALLELISME
CLE MINUTE - ACCUS
MEILLEUR ACCUEIL... REMISE DE 10 A 15 %
A TOUS LES LECTEURS DE « L'UNITE »

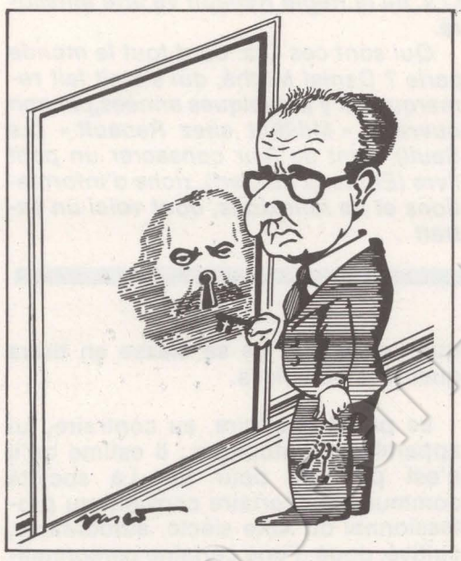
L'ange et la bête

Il est habituel de dire qu'il y a autant de religieux dans le politique que de politique dans le religieux. L'un et l'autre ne procèdent-ils pas, sous des formes bien différentes, de la même exigence de totalité ? C'est une des réflexions que suggère, parmi beaucoup d'autres, le dernier livre de Roger Garaudy (chez Robert Laffont). Malgré son titre, « L'Alternative » n'est pas un livre pascalien : avant comme après sa rupture avec le Parti communiste, Garaudy n'a rien d'un homme partagé. L'un des mérites de son livre est de nous faire comprendre comment cette rupture n'était, pour lui, qu'une continuité. Continuité que l'on retrouve dans « Clefs pour Marx », autre texte de l'auteur qui vient d'être réédité par les éditions Seghers — livre, cette fois, volontairement pédagogique, qui permet de comprendre une partie des interrogations que suscite la lecture de « L'Alternative ».

Car cet ouvrage est un livre « religieux », en ce sens qu'il indique, avec une grande clarté, la cohérence du socialisme, la cohérence de ses thèmes et de ses revendications et, à travers elles, et comme incidemment, ce qui relie Garaudy le militant, le dirigeant du Parti communiste qu'il fut, au chrétien qu'en lui il a redécouvert. En cela, ce texte est doué d'une grande qualité pédagogique et il ne doit pas manquer de servir à des militants. Tout comme est exemplaire la volonté de mener à son terme une réflexion tardivement — et peut-être à cause de cela — sincèrement libérée des contraintes inhérentes à l'expression publique d'une idéologie organisée.

Et c'est là, sans doute, le motif de la faiblesse qui frappe ce texte d'une sorte d'angélisme généralisé. L'idéalisme demeure le piège permanent de tout individu qui cherche légitimement à échapper aux compromis de l'action.

Ainsi, si juste que soit pour une part la critique théorique de l'alliance antimonopoliste esquissée par Garaudy, elle demeure une épure qui ne prend pas en compte le fait qu'aucune conscience, et a fortiori aucune existence, n'enferme en elle le lieu de ce qui serait l'essence pure de la Révolution. Selon un mot connu, la frontière entre le socialisme et le capitalisme passe aussi à l'intérieur de nous. Et l'erreur serait d'en conclure que l'alliance antimonopoliste n'est qu'une perversion dont on peut faire l'économie. Une classe ouvrière divisée, un salariat composite doivent, au-delà de



la prise de conscience de l'unité des phénomènes d'exploitation, rechercher l'appui de tous les adversaires objectifs du capitalisme.

Ses partenaires sont ceux dont la survie, en tant que classe, est menacée par l'hégémonie du grand capital : paysans, commerçants, héritiers des structures et des mentalités archéo et parfois précapitalistes. Le « bloc historique nouveau » cher à Garaudy renferme des contradictions du même type.

Sans doute l'alliance antimonopoliste ne garantit-elle en rien la transformation du pouvoir d'Etat. Mais une telle coalition n'est pas nécessairement seulement défensive. Plus précisément, elle peut rassembler autour de ceux qui attaquent — pour changer le monde — ceux qui se défendent — pour ne pas mourir. Le choix proposé par Garaudy entre Front populaire et front révolutionnaire est au départ un choix abstrait : seul un front révolutionnaire peut souder l'alliance antimonopoliste.

Après l'abstraction, voici la fuite en avant : les déceptions justifiées du dirigeant politique semblent rejeter Garaudy dans une exaltation peut-être excessive du retour à la base. Or le piège du spontanéisme de compensation, c'est que le « retour » y précède toujours « l'aller ». Ainsi en est-il de la volonté de privilégier à l'extrême l'unité syndicale par rapport à l'union de la gauche. Or la division syndicale est un aspect et une conséquence de la division politique du mouvement ouvrier. L'avenir est moins, n'en déplaise à certains syndicalistes, dans la substitution du syndicat au parti que dans une compréhension plus forte, plus explicitement articulée du syndicat et du parti.

Sur ce terrain comme sur d'autres, le livre de Garaudy — par ailleurs utile, sincère, décapant, iconoclaste et faiseur de rêve — est riche d'ambiguïtés. C'est sans doute qu'une alternative au moins lui échappe. Celle qu'exprime la sagesse ancienne en disant : qui veut faire l'ange fait la bête.

V. L.

Télévision: au risque de vous plaire

Au Procès, d'Eliane Victor : le conducteur auto est-il une victime ou un assassin ? Avec Me Bertrand Piat, Me Hervé Cren, le Dr Patel, Henri Pescarolo et René Barjavel (mardi 27 à 20 h 30, ch. 2).

Vendredi 23 juin

Le couple Gérard Philipe - Micheline Presle dans une honnête adaptation d'un grand livre, « Le diable au corps » (20 h 30, ch. 1).

La rencontre de trois anciens du F.l.n., des barbouzes et de l'O.a.s. , à Plein cadre, consacré à l'Algérie de 1962 (21 h 30, ch. 2).

Les amis d'Albert Camus : Roger Quilliot parle du Camus politique (13 h 30, France-Culture ; également samedi).

« Knock », de Jules Romains (20 h 10, France-Inter).

Samedi 24

Les grands problèmes de la psychologie : « La volonté » (18 h 10, ch. 2).

Un conte fantastique : « La tuile aux loups » (20 h 30, ch. 1).

Mandrin, 4e épisode (21 h 45, ch. 2).

« Quand l'orage est passé » (Aragon), une émission poétique de Pierre Seghers (22 h, ch. 1).

« Une petite douleur », une pièce de Pinter (21 h 50, France-Culture).

Dimanche 25

Erik Satie, dans la série Musique en 33 tours (12 h 30, ch. 1).

Deuxième partie de « La fille du capitaine », d'après Pouchkine (17 h 50, ch. 1).

Me Kiejman présente Vive le cinéma (20 h 30, ch. 2).

Le Marais bouillonne

Le Festival du Marais a dix ans. Créé en 1962, il s'était donné pour but d'attirer l'attention des Parisiens et des pouvoirs publics sur l'état lamentable dans lequel se trouvait le patrimoine architectural d'un quartier de Paris. Cette opération-sauvegarde a permis non seulement de mettre en valeur nombre de monuments, mais a amené surtout l'insertion de la vie artistique dans des lieux remarquables. Au contact de l'architecture, l'art prit vigueur dans ses expressions différentes : théâtre, danse et musique ; de jeunes artistes y trouvèrent leur première chance.

Cette année, le Festival du Marais présente 39 spectacles, au cours de 211 manifestations. Deux spectacles de danse, 16 concerts de musique française, 5 concerts d'orgue, 9 créations théâtrales et 5 spectacles de cabaret-théâtre. De Notre-Dame des Blancs-Manteaux à l'hôtel d'Aumont, de l'église des Billettes à la Grange de l'auberge de l'Aigle d'or, de l'hôtel de Saint-Aignan à la cave de l'hôtel de Beauvais, les noms prestigieux retentissent : Gounod, Ravel, Debussy, Poulenc, Satie, Xenakis, Kafka, Jarry, Joyce, Brecht, Molière, Racine, Hugo, Shakespeare, Ruzzante, etc.

Au total, un événement qu'on peut d'autant moins passer sous silence qu'il permet, en 1972, par exemple, au public parisien de découvrir le Théâtre national de pantomime et danses de Wroclaw, ou d'assister à plusieurs créations de musique contemporaine par les Percussions de Strasbourg. Un événement qui draine, chaque année, 100 000 spectateurs.

Payer l'indifférence

Certains voudraient voir là une rencontre populaire ; le Marais n'en est certes pas encore là, et il serait paradoxal qu'on y voie plus d'ouvriers qu'à Aubervilliers. Néanmoins, le Festival du Marais n'est pas le simple fait d'un « parisianisme » de bon ton : d'abord, parce que son organisation repose sur le bénévolat ; ensuite, parce que seulement un vingtième des places sont louées par les agences, alors que 15 % sont réservés aux collectivités ; enfin, parce que rassembler 100 000 personnes sur une quarantaine de spectacles en un mois, ce n'est plus tout à fait de l'élitisme. On dit aussi le Festival du Marais mondain et snob. Mais personne n'est obligé de fréquenter les générales en robe du soir ou smoking !

Reste la question du prix des places. Pour un budget total de 2 250 000 F, le Festival ne reçoit que 700 000 F de subventions ; les spectateurs paient donc la différence, c'est-à-dire l'indifférence des pouvoirs publics. Malgré tout, les prix sont moins élevés que dans les salles privées de Paris.

Si le ministère des Affaires culturelles et la Ville de Paris s'intéressaient quelque peu au financement de ce festival, nul doute que sa fréquentation en serait plus populaire.

JEAN MONTAGNARD

Max Jacob, poèmes et chansons (21 h 30, ch. 2).

Le fameux « Ange bleu » de Sternberg, à Ciné-Club (22 h 45, ch. 2).

« L'intelligence artificielle », dans la série Les machines et les hommes (22 h 45, ch. 1).

Lundi 26

« Détectives du passé », dans l'émission scientifique Frontières (21 h 25, ch. 1).

Mardi 27

« La vieille dame indigne », le beau film de René Allio (15 h 10, ch. 2).

Mercredi 28

« L'homme au complet blanc », de Mackendrick : une œuvre très drôle sur un sujet sérieux — les conséquences du progrès technique (20 h 30, ch. 2).

Jeudi 29

« Celle qu'on laisse passer », une pièce de Pirandello (20 h 30, ch. 2).



Jésus-Fric supercrack

Saint Brecht, saint Royer, saint Marcellin et son saint Ordre, aucun n'en réchappe ; même la sainte Contestation en prend pour son grade tous les soirs — sauf lundi — au 76 rue Mouffetard. Marcel Dassault, le Sdece, la publicité à la télévision, les flics, les lanceurs de vedettes, la « culture », le M.l.f., la coopération en Afrique, les Anglais en Irlande, tout cela sort en bien piteux état du spectacle. Ils sont sept sur scène : Marie Daude, Lisbeth Heulle, Solange Jouanot, Alain Bert, François Borysse, Alain Scoff et Jacques Causeliet — qui est extraordinaire. Ils usent avec bonheur d'une arme redoutable : une ironie qui n'épargne rien.

C'est sans prétention et recommandé fortement à ceux qui veulent s'offrir une heure et demie d'un rire salutaire. Cela se termine avec une formidable séance de tir aux pigeons sur... les jeunes. Il faut vite aller voir « Jésus-Fric Supercrack » avant que les censeurs ne s'alarment de cette dérision trop efficace.

M. B.

Le socialisme sans patries

Un congrès de l'Internationale socialiste est un événement. Le prochain, qui se tient en Autriche dans quelques jours, discutera des questions qui furent au centre du débat Brejnev-Nixon. Car l'Internationale socialiste, qui réunit des partis venant de tous les continents, n'ignore pas que sa responsabilité est mondiale.

Pour autant, les résolutions prises ne s'imposeront à personne. Leur puissance peut être morale, leur efficacité institutionnelle est nulle. L'Internationale a sur le papier moins de pouvoirs que l'Onu et, dans la pratique, pas plus. Tribune des organisations socialistes, travaillistes ou social-démocrates, elle permet l'échange des opinions, la confrontation des points de vue et parfois la définition des divergences. Cependant, aucun des partis ne manquerait le rendez-vous.

Car l'Internationale n'est pas un organisme mort. Tradition, elle n'appartient pas à ces foyers éteints dans lesquels ne restent que cendres. Le mot est synonyme d'espérance et il résonne toujours au cœur de millions d'hommes. Diminuée par l'usure de l'Histoire, l'Internationale représente une des disponibilités de celle-ci. Pour le comprendre, il faut l'éclairage du passé.

28 septembre 1864 : Londres est la capitale du plus grand Empire que la Terre ait connu. A sa tête, une petite femme boulotte, Victoria. En son cœur, l'orgueil et la respectabilité. Pour bras, les centaines de routes maritimes qui, du Cap, de Calcutta, d'Aukland, de Québec ou de Singapour, drainent vers la Rome du XIXe siècle les matières premières et la fortune. Au service de Sa Majesté, des milliers de navires de commerce et de guerre et une monnaie que garantit non seulement l'or, mais encore la première industrie du monde moderne. Entre 1850 et 1880, en Angleterre, l'énergie passera de 1,3 à 7,6 millions de chevaux-vapeur, la production du charbon de 24 à 140 millions de tonnes et celle d'acier, de 2,6 à 25,1 millions de tonnes.

Avec les émigrés

Sur tout cela, le capitalisme. Sous tout cela, une classe ouvrière de plus en plus nombreuse. Et, dans ce pays, alors que l'Europe est dominée encore par des régimes qui traquent la démocratie, une solide habitude du débat et un goût de plus en plus accentué pour la tolérance. La hiérarchie la plus stricte y est devenue compatible avec le respect de l'individu. Et la réalité étant que l'ouvrier avait su s'organiser dans beaucoup d'endroits par de dures luttes — neuf mois de grève des travailleurs du bâtiment de Londres en 1859, pour arracher, avec l'appui financier de tous les syndicats existant en Grande-Bretagne, le droit de coalition — les hommes au pouvoir, les Disraeli et les Gladstone en tenaient compte.

C'est pourquoi purent se réunir en ce mois de septembre 1864, au Saint-Martins Hall de Londres, deux délégations des mouvements ouvriers anglais et français — Napoléon III, ce sabre ayant déjà l'idée de l'association capital-travail, avait autorisé le voyage. Elles étaient entourées des émigrés de tous les pays d'Europe, éternels traqués des luttes nationales ou sociales. Parmi ces derniers, les délégués de l'Association d'éducation ouvrière communiste de Londres, composée d'Allemands et dirigée par Karl Marx.

L'origine de cette rencontre ? En 1862, des conversations entre travailleurs anglais et français, à l'occasion de l'exposition universelle de Londres, sur le soutien à accorder en commun à la Pologne dépecée et écrasée par les Prussiens, les Russes et les Austro-Hongrois. La Pologne est l'Espagne du XIXe siècle : on est toujours prêt à manifester pour son peuple. Mais l'idée se généralise : pourquoi intervenir à l'échelon international uniquement pour les Polonais ? Une association internationale permanente des travailleurs se justifie. Les Anglais créent un comité pour ce faire, qui n'oublie pas la Pologne et, pratique, souhaite aussi que les syndicats du continent empêchent le recrutement d'une main-d'œuvre à bon marché qui vient concurrencer la main-d'œuvre britannique. Et puis, si à peu près personne n'a lu Marx, l'idée que les prolétaires n'ont pas de patrie a fait du chemin.

En quelques jours est fondée la Première Internationale, à partir d'un projet de statut et d'adresse rédigé par Karl Marx, infatigable teneur de plume. « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... pour l'abolition de tout régime de classe... L'assujettissement économi-



Bruno Kreisky (chancelier d'Autriche) et Olof Palme (Premier ministre suédois) à Salzbourg lors de la dernière rencontre de l'Internationale socialiste, en septembre.



Jaurès le 13 juillet 1913.

que du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes... L'émancipation du travail n'étant pas un problème local ou national, mais un problème social, embrasse tous les pays... ». Des mots qui vont faire le tour du monde.

Le complot

La nouvelle organisation va être, très vite, le centre de débats virulents entre ses membres. Il faudra d'abord battre les partisans de Proudhon, qui refusent l'action politique de la classe ouvrière. Puis, avec Bakounine, apparaît un anarchisme qui comprend mal le combat quotidien et souvent terne du syndicalisme. On arrive ainsi à la guerre franco-allemande de 1870, qui montre que l'hystérie nationaliste reste dominante dans le monde du travail. La responsabilité de la Commune sera mise au compte d'un « complot » de l'Internationale, qui, pourtant, n'y est pour rien. Mais l'effondrement des espérances d'une nouvelle vague de révolutions entraîna celui de la 1ère Internationale, finalement dissoute en 1876 aux Etats-Unis, où elle s'était repliée après la rupture entre Marx et les syndicats anglais. La séparation entre les deux forces dominantes de la première tentative internationale sur la question de l'action politique — faut-il un parti ouvrier ou une alliance avec la fraction progressiste de la bourgeoisie ? — avait été le coup mortel.

Chacun, dans son pays, va se tirer d'affaire, en face de ce problème, par la création d'un ou de plusieurs partis portant la lutte ouvrière au niveau politique. En 1875, naît à Gotha le Parti social-démocrate allemand, de la fusion des partis de Lasalle et Bebel. Trois ans avant, les Autrichiens avaient créé leur propre parti. En 1879, naissance de la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France (Jules Guesde et Paul Lafargue), qui éclatera rapidement en sectes rivales. La même année, création du Parti socialiste espagnol (Pablo Iglesias). Enumérons ensuite : 1880, Danemark ; 1884, Belgique ; 1887, Norvège ; 1888, Suisse ; 1889, Suède ; 1892, Italie et Pologne ; 1894, Hollande ; 1898, Russie. A la fin du siècle, l'Europe a son équipement complet en partis sociaux-démocrates ou socialistes.

Ce besoin d'organisation dans le cadre de chaque nation n'avait pas fait disparaître, bien au contraire, la conviction de la nécessité d'une solidarité dépassant les frontières. Pour le 14 juillet 1889, se retrouvent à Paris, dans deux congrès concurrents, ceux qui regardaient surtout vers l'action syndicale, avec les Anglais ; et ceux qui croyaient à l'action politique, avec les marxistes. Ces derniers, auxquels s'étaient associés les délégués des Etats-Unis et de l'Argentine, fondent alors la nouvelle Internationale, qui décide de faire du 1er mai 1890 une journée internationale d'action pour les huit heures.

La montée est irrésistible. Partout, en Europe, les partis ouvriers deviennent des puissances et, à partir de 1900, avec la naissance du Labour en Grande-Bretagne et l'unification socialiste en France, aucun Etat ne sera à l'abri de l'intervention légale d'une organisation obtenant une confiance grandissante des travailleurs. Les congrès de l'Internationale reflètent cette richesse nouvelle par l'ampleur des débats, la passion des controverses, parfois l'efficacité des décisions — on imposera, à Amsterdam, l'unification aux Français — mais surtout par la peur qu'ils font naître dans la société bourgeoise et capitaliste, qui redoute le grand soir de la Révolution mondiale.

Tous, membres et adversaires de l'Internationale, surestimaient sa force en sous-estimant le caractère national du développement de chaque parti et

→

→

les conséquences de l'intégration du mouvement ouvrier dans le cadre légal de chaque Etat. Dans un moment de lucidité, né peut-être des besoins d'une rude controverse, Jean Jaurès avait, en 1904, à Amsterdam, montré l'abîme qui existait entre le langage révolutionnaire de la puissante social-démocratie allemande et sa capacité réelle de lancer les masses qui votaient pour elle dans la lutte violente.

L'effondrement de 1914, que le leader du socialisme français ne put voir, allait confirmer cette analyse d'un moment en lui donnant une valeur générale. Une fraction de la social-démocratie russe s'était nourrie de la nécessité, après l'échec de la révolution de 1905, d'un implacable combat illégal contre l'autocratie tsariste. Elle allait, avec Lénine, donner aussi une valeur universelle à la théorie du Parti-armée de la Révolution qui, hors du cadre des nations à tradition démocratique, bouleverserait trente ans plus tard l'équilibre du monde, en trouvant son champ d'application dans la plupart des pays sous-développés, en faveur des continuateurs de son fondateur ou contre eux, d'ailleurs.

Les canons font donc taire la voix de l'Internationale et les classes ouvrières s'entretuent dans les tranchées des Flandres ou de l'Argonne. A l'initiative des neutres et de quelques minoritaires, des rencontres ont lieu pendant la guerre (Zimmerwald, Kienthal). En octobre 1917, c'est la « grande lueur à l'Est » de la révolution bolchévique. En mars 1919, à Moscou, naît l'Internationale communiste, qui organise la scission fondamentale des partis ouvriers, puis des syndicats.

Un club

Un mois auparavant, à Berne, les rescapés de l'autre Internationale s'étaient retrouvés pour tenter de rebâtir la maison détruite par le coup de pistolet de Sarajevo ; en vain. En août 1920, une partie de la social-démocratie allemande et les partis autrichien, espagnol, français, italien, norvégien et suisse la quittaient, sans pour autant rejoindre l'organisation de Moscou. Ils allaient créer à leur tour en février 1921, à Vienne, la Communauté de travail des partis socialistes. Pendant deux ans, le mouvement ouvrier disposera de trois Internationales, numérotées assez curieusement II, IIa et III. Finalement, en mai 1923, la Communauté du travail et la IIe Internationale fusionnaient, pour constituer l'Internationale ouvrière socialiste.

De 1923 à la deuxième guerre mondiale, la nouvelle organisation prit son allure définitive de « club des partis » qu'elle a toujours aujourd'hui. Bien entendu, elle subit le contrecoup de la crise des années trente et de la montée du fascisme. Alors que l'Internationale communiste imposait une discipline de fer à tous les partis membres et pouvait, en conséquence, se considérer comme responsable de leurs succès ou être regardée comme l'origine de leurs erreurs — ce que ses dirigeants n'avaient d'ailleurs guère tendance à faire — les partis socialistes agissaient à leur guise dans chaque pays. La solidarité verbale qui les unissait ne pouvait être un moyen efficace de résistance à la vague de totalitarisme qui submergeait l'Europe. L'histoire du socialisme est alors emplie de trahisons ou de défaillances à côté d'actes d'héroïsme et de résistance. Le conflit qui éclata en 1939 allait, parmi d'autres choses, balayer l'Internationale socialiste.

Le communisme à son tour

Au lendemain d'une tuerie qui avait failli détruire la civilisation, beaucoup de socialistes sentirent la nécessité de recréer un organisme international. Une structure provisoire fut trouvée, avec le Comisco, qui se transforma en 1950 en Internationale socialiste. Paradoxe : alors que les socialistes européens s'affirmaient pour la supranationalité, ils se montraient incapables de la réaliser dans leur propre organisation.

Celle-ci prit cependant une ampleur nouvelle, la décolonisation lui apportant la force de nombreux et parfois puissants partis d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. La confrontation qui en résulta n'en obtint que plus d'intérêt, tout en étant limitée, dans ses conclusions, par la complexité des problèmes et parfois des rivalités.

Le communisme, à son tour, a supporté les conséquences du nationalisme. Cette réalité n'est pas une consolation, mais une raison de réflexion supplémentaire. La grande espérance des socialistes du XIXe siècle a mal résisté, sur ce point, à l'épreuve du temps. Parallèlement, les idées d'organisation internationale et de paix qu'elle exprimait ont finalement progressé dans l'esprit de centaines de millions d'hommes.

S'il est encore bien tôt pour définir les grandes lignes de l'évolution du monde depuis le début de la période contemporaine, il est cependant certain que la notion d'internationalisme et le sentiment que les hommes appartiennent à une même communauté ont apporté à l'humanité, au-delà des décevantes expériences de la réalité quotidienne, une vision plus large de ses droits et de ses devoirs. C'est en quoi le « club des socialistes » est utile et demeure une des cartes de l'avenir.

CLAUDE FUZIER

CUBA
avec
GRANDES VACANCES
CIRCUIT TOURISTIQUE ET CULTUREL
20 jours 3100 F
VILLAGE DE VACANCES DE JIBACOA
20 jours 2350 F
TOUS FRAIS COMPRIS DÉPART PARIS
GRANDES VACANCES
LIC. 594
38, BOULEVARD DES ITALIENS
PARIS 9e TAI. 51-37
LYON : 45, RUE EDOUARD-HERRIOT 2e 42.10.24

Une offre exceptionnelle à nos abonnés

Nous avons dit dès la naissance de ce journal qu'il ne pouvait vivre que s'il atteignait rapidement 10 000 abonnés. Les appels que nous avons lancés, la prospection systématique à laquelle nous avons procédé ont donné des résultats plus qu'encourageants, puisque nous dépassons maintenant les 8 000. C'est la preuve que « l'Unité » a sa place parmi les hebdomadaires politiques français.

Mais nous ne saurions nous arrêter là. D'abord parce que l'avenir du journal n'est pas encore assuré. Ensuite parce qu'au fur et à mesure que s'accroît notre audience, nos ambitions elles-mêmes grandissent.

Il vous reste encore une semaine pour bénéficier de l'expérience que nous avons lancé il y a un mois et qui s'adresse d'abord — mais non exclusivement — à nos abonnés.

Que d'ici à la fin juin chaque abonné fasse un nouvel abonné

Chacun de vous connaît certainement autour de lui, un ami, un sympathisant avec lequel vous avez déjà parlé de « l'Unité » mais qui n'a pas encore fait l'effort de souscrire un abonnement. **C'est à vous de le décider à le faire.**

Pour vous y encourager nous vous faisons une offre exceptionnelle :

Chaque abonné qui nous adressera d'ici à la fin juin un nouvel abonnement d'un an aura droit gratuitement aux six volumes (valeur 63 F) de la collection « La Suède en question », publiée par les éditions Seghers, à laquelle nous avons consacré une chronique dans notre numéro 11.

Ces six volumes pourront, à votre choix, être adressés soit à vous-même, soit à la personne à laquelle vous aurez fait souscrire un abonnement.

La même offre est valable pour un **nouvel** abonné nous faisant parvenir un second abonnement d'un an en même temps que le sien.

Il vous suffit de remplir les indications figurant dans le cadre ci-dessous et de nous le retourner en même temps que le bulletin normal d'abonnement dûment rempli au nom du nouvel abonné.

En acquérant une connaissance précise et objective des réalités suédoises dont il est si souvent question, vous aiderez« l'Unité », votre journal, à vivre et à se développer. D'avnce, nous vous remercions de votre concours.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

ABONNEMENT CADEAU

Je soussigné.....

.....

Demeurant .....

.....

déjà abonné à l'Unité
vous adresse l'abonnement d'un an ci-joint et vous demande de faire parvenir les six volumes de la collection « La Suède en question » :

à moi-même ☐

au nouvel abonné ☐

Ma part de vérité

Changer la vie, maintenant !

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Samedi 17 juin

Passons sur cet « A armes égales » qui m'a opposé à Michel Debré. Philippe Tesson et Maurice Clavel ont eu raison d'observer qu'il a péché par académisme. J'aurais dû ouvrir les fausses fenêtres par où mon adversaire s'est plu à contempler le paysage. Il fallait trouer le mur. En respirant l'air confiné d'un débat hors du temps j'ai pris un risque d'asphyxie et ne m'en suis pas tiré indemne, à mon goût tout au moins. Puisqu'il s'agissait de décrire une politique pour demain, un peu de bon sens exigeait que l'on commençât par cerner les problèmes de demain. Mais Michel Debré s'est cantonné dans l'éternel tel qu'il le voit, un éternel bien provisoire, je le crois, tandis que, de peur de verser dans le futurisme, j'ai collé de trop près aux analyses traditionnelles. On sait que la forme, comme on le dit d'un boxeur, est capricieuse. Le combat terminé, les arguments laissés au vestiaire me revenaient en foule. Il est vrai qu'auparavant je n'avais pas eu le loisir de pratiquer la méthode à laquelle je me tiens ordinairement, qui consiste à réfléchir loin de Paris pendant les deux ou trois jours qui précèdent un affrontement important. Rien de pire que l'étau parisien pour le provincial que je suis resté. A cinquante et quelques années et malgré un bagage d'expérience assez fourni, je ne connais pas d'endroit plus riche d'idées que le raidillon pierreux où j'allais cueillir des mûres dès que j'arrivais chez mes grands-parents pour les vacances d'été, en Charente. J'aurais besoin d'y retourner.

Michel Debré est à l'image du président de la République : il ne se pose pas de questions. Moi si. Je ne serais pas socialiste, autrement. Je n'ai pas toujours la réponse, mais j'interroge et m'interroge. Une oreille neuve pour entendre les appels, les cris, le chant du monde et pour vaincre la fatigue, l'habitude ou l'indifférence, je ne demande rien de plus.

Mardi 20 juin

Je déjeune avec Sicco Mansholt. Le voici, solide, allègre, l'œil bleu, paysan ou marin hâlé aux grands espaces. Tout de suite nous attaquons le sujet qu'on devine, que je me reproche encore de n'avoir pas traité l'autre soir. Nous parlons de nos vieux compagnons oubliés, l'air, l'eau, les animaux, les plantes qui font une rentrée fracassante, dans les affaires de la Terre. Au cours de ces dernières semaines, « Le Nouvel Observateur », « Les Informations », « Réalités », « Charlie-Hebdo », « l'Express », pour ne citer que ceux que j'ai lus, leur ont consacré des numéros spéciaux ou de longues et savantes études. J'ai sur ma table une pile d'ouvrages, certains annotés, d'autres attendant de l'être : « Avant que nature meure » de Jean Dorst, « Socialiser la nature » de Philippe Saint-Marc, « Nous n'avons qu'une terre » de Barbara Ward et René Dubos, « En danger de progrès » de François de Closets, « Halte à la croissance ? », où sont jumelés les conclusions du Club de Rome et le rapport Meadows, « Guide de la pollution » de Maurice Seveno, « La vie au carrefour », dossier établi par une équipe tchécoslovaque. J'ai coché les chapitres « Economie et qualité de vie » et « L'économie considérée comme un credo » du livre : « Fraternité, finances et fantaisie », où Galbraith soutient que « le critère de la réussite économique n'est pas notre niveau de production, mais ce que nous faisons pour rendre la vie tolérable et plaisante ». On m'annonce une bonne traduction du rapport du Massachusetts Institute of Technology (M.i.t.), base de toute discussion sérieuse, qui a mis sur ordinateur, face aux progrès de la pollution, les données comparées de la démographie, des ressources alimentaires, des réserves d'énergie et de matières premières. Sicco Mansholt est entré dans la mêlée, à sa manière, sans précautions, contre le Produit national brut qu'il refuse d'assimiler au niveau de vie (« L'enseignement, la santé publique, le tourisme, l'habitat, les espaces verts, la teneur en oxygène sont aussi importants pour notre bien-être que la croissance économique classique » a-t-il dit au « Nouvel Observateur ») et pour le compte du Bonheur, ce petit bonhomme boiteux relégué parmi les accessoires des temps modernes. Nous sommes d'accord sur un point : impossible de maintenir notre taux de croissance sans modifier profondément les structures de la société. Je pense au titre du programme de gouvernement du Parti socialiste : Changer la vie. Demain ? Non, maintenant ! Et je me récite saint Augustin : « S'il est vrai que l'avenir et le passé soient, où sont-ils ? »

Précisément l'actualité nous saute à la gorge. A l'heure où Michel Debré s'apprête à lancer dans le ciel d'Océanie ce qu'il appelle une bombe propre, John W. Gofman, un physicien co-découvreur de l'uranium 233 et de sa fission, écrit « qu'un réacteur nucléaire fournissant mille mégawatts de puissance électrique (réacteur de type courant) produit chaque année autant de déchets radioactifs qu'en produiraient mille bombes d'Hiroshima ». Cela ne trouble pas le gouvernement français qui, sur la requête de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, sera bientôt en posture d'accusé à l'Onu. Libérés par l'explosion, le strontium 90 pendant des dizaines d'années, le carbone 14 pendant des milliers d'années continueront de pourrir le sang et les os. « Prendre conscience de cette menace, remarque Sicco Mansholt, c'est déjà une politique pour l'avenir. »

Mercredi 21 juin

« D'un côté, un homme, un seul, qui concentre entre ses mains toute la réalité du pouvoir... de l'autre les Français... Entre les deux, rien, plus rien », Pierre Viansson-Ponté, l'auteur de cette formule tranchante que je relève dans « le Monde », est-il frappé de cécité ? Le pouvoir ne réside pas, comme il semble le croire, dans la faculté que possède le Chef de l'Etat d'appuyer à son gré sur la petite manette de la dissolution. Les Français ne s'occupent pas beaucoup de ce genre de chose et ils ont bien raison. On a vu ce que valait la manette référendum. Entre Georges Pompidou et les Français, il y a le trop-plein prévu par Charles de Gaulle. De Giscard d'Estaing à Georges Séguy, les doigts de la main ne suffiraient pas à compter les pouvoirs qui se moquent du Pouvoir. Quant à la date des élections qui préoccupent tant les milieux officiels, j'aimerais émettre un avis : je m'en fiche.